

# Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 19, Novembre 2006

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPost Yurtiçi...**

**GeoPost**  
**yurtiçikargo**

444 99 99  
www.geopostyurtici.com.tr

**CHRONOPOST INTERNATIONAL** | **DPD**

## GeoPoste Yurtiçi Kargo



**Eric Vincent**

GeoPost a créé en 2003 une filiale commune avec Yurtiçi Kargo pour opérer dans la grande zone d'influence de la Turquie...

Page 7

## Turcs d'Asie centrale



**H. Avni Karslıoğlu**

Il analyse, l'histoire et l'importance des relations bilatérales et les attentes de la Turquie dans l'après-guerre froide.

Page 3

## Politique extérieure



**Egemen Bağış**

Député AKP d'Istanbul et conseiller aux Relations extérieures du Premier ministre. Il nous parle des relations avec les Etats-Unis et l'UE...

Page 12

## La politique européenne de la Turquie



\*Recep Tayyip Erdoğan

Il ne faut pas utiliser contre le processus d'adhésion des questions politiques qui lui seraient étrangères.

*Un article rédigé spécialement pour notre journal par Monsieur le Premier ministre de la République de Turquie Recep Tayyip Erdoğan*

La Turquie progresse vers son adhésion à l'UE avec détermination, grâce à la volonté dont notre gouvernement a fait preuve depuis près de quatre ans, au travail engagé par notre Parlement pour adopter les lois nécessaires et au soutien de notre peuple. La décision de faire débiter le 3 octobre 2005 les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE est un pas historique à tous points de vue. D'abord, cela revêt un sens

important dans la perspective de faire de l'Europe, qui se reconstruit à travers des valeurs universelles, un bassin de civilisations. De ce point de vue, le commencement des négociations avec la Turquie est à considérer comme un message positif adressé au monde entier et plus précisément aux pays voisins concernant la vision de l'UE. Cette attitude est également importante du fait qu'elle a mis en évidence que l'UE pouvait être suffisamment courageuse et volontaire lors de prises de décisions cruciales.

Cependant, nous savons très bien que le processus de négociations commencé le 3 octobre sera long et parfois difficile. Tou-

(lire la suite page 9)

## Le 12 octobre 2006

L'histoire de la République turque s'est écrite à des dates importantes comme le 19 mai 1919, le 23 avril 1920, le 30 août 1922 et le 29 octobre 1923.



\*Hüseyin Latif

Ces dates sont à l'origine d'un très grand bonheur pour nous. Le 29 octobre 2006, nous allons célébrer le 83e anniversaire de la fondation de notre République. Cela veut donc dire que durant 83 ans, nous avons vécu en paix, sans montrer aucune hostilité contre la Russie, notre voisin immédiat, ni contre les États-Unis, ni non plus contre les pays d'Europe, respectant le principe « Paix dans le pays, paix dans

(lire la suite page 4)



## Chypre, l'UE et Talat



\*Haydar Çakmak

Tous les 6 mois, la Turquie a un problème douloureux avec l'UE. Les changements de président de session de l'UE et les points problématiques pendant les négociations, ainsi que les rapports de progrès causent fréquemment des maux de tête à la Turquie. À ces problèmes habituels, s'ajoutent l'attitude opportuniste de la partie chypriote grecque – au-delà de ce qui est admissible – et la recherche par cette partie d'acquisitions injustes en obtenant le soutien de l'UE. Les manœuvres de la partie grecque pour mettre en difficulté la République turque de Chypre du Nord en profitant des efforts de la Turquie

(lire la suite page 10)

## Les enjeux des relations franco-turques



Charles de Gaulle

À l'heure où l'action de certains parlementaires français risque de porter de sérieux coups aux relations franco-turques, en tant que l'unique journal francophone de Turquie, souhaitant mieux faire se connaître la France et la Turquie car convaincus de la nécessité de l'existence de bons rapports entre eux, nous espérons que cette loi n'entrera pas en vigueur, loi qui réprimerait la liberté d'expression et condamnerait définitivement des relations entre nos deux pays. Faut-il rappeler l'importance stratégique et non pas uniquement économique des relations franco-turques, soulignée également par le général de Gaulle il y a bientôt quarante ans : « la Turquie, maîtresse des détroits entre

l'Europe et l'Asie, au contact de trois continents, gardienne de plusieurs des portes par où, dans cette région de la terre, passe la paix et où peut passer la guerre [...] La France, ouverte sur l'Atlantique, la mer du Nord et la Méditerranée, centre d'un Occi-

dent que forment avec elle les pays du Rhin et du Danube, les îles britanniques, les péninsules italienne et ibérique [...] La Turquie et la France, investies toutes deux, par la nature et par l'histoire, de tant de responsabilités quant au destin de tant d'hommes ».

Ces phrases ont été citées par Mme Christine Lagarde, ministre délégué au Commerce extérieur, extérieur, en clôture de la conférence sur le thème « Défis mondiaux de l'Europe et de la Turquie ». le 4 octobre à Paris, organisée par la TÜSIAD et la Fondation pour l'Innovation politique. Mme Christine Lagarde a terminé son discours en adressant aux invités et à son homologue, le ministre d'État turc chargé du Commerce

extérieur, M. Kürşad Tüzmen, le message suivant : « aujourd'hui, Monsieur le ministre, à travers votre visite, nous témoignons de la volonté de nos deux pays de lier durablement leurs destins dans cette Europe où s'inscrit leur histoire ».



Christine Lagarde



## Les Turcs une nouvelle fois déçus par la France



\*Mireille Sadège

De l'homme de la rue aux intellectuels en passant par le gouvernement, la déception est unanime chez les Turcs devant le projet de loi voté en France le jeudi 12 octobre. Et les réactions dans la rue vont encore plus loin pour qualifier « d'ignoble et de honteux ce qu'a fait la France ». Pour les Turcs, c'est clair, il s'agit là d'un nouvel obstacle que la France dresse sur leur chemin. Et, bien que cette loi ne soit pas encore adoptée définitivement en France, en Turquie le mal est fait ; pour les Turcs, il faut dorénavant réussir l'intégration européenne malgré la France. Ils sont désormais convaincus que

(lire la suite page 2)

# Le Japon : entre nationalisme et pragmatisme



\*Barthélémy Courmont

La tendance politique au Japon au cours des dernières années, renforcée par les déclarations du nouveau Premier ministre, Shinzo Abe, sur la nécessité de retrouver une fierté nationale, invite de nombreux observateurs à s'inquiéter de la résurgence des fantômes du nationalisme. Les visites officielles au sanctuaire de Yasukuni, où sont célébrées les mémoires des combattants de la Seconde Guerre mondiale (y compris des criminels de guerre) furent au cœur de la politique extérieure du Japon sous Koizumi. Sur ce symbole sensible, Shinzo Abe se positionne à la fois comme un défenseur des traditions, en réaffirmant sa volonté de ne pas rompre avec les visites à Yasukuni, et son souci d'améliorer l'image de son gouvernement, en annonçant qu'il le ferait désormais à titre privé et non officiel. Mais les doutes persistent sur la montée en puissance d'un nationalisme rampant au Japon, dont les visites à Yasukuni ne sont que l'une



des facettes, et qui comprend notamment l'affaire des manuels scolaires, la fierté retrouvée du drapeau, et le soutien aux forces armées lors de leur départ pour l'Irak. Dans ce contexte, les voisins du Japon seront-ils rassurés par l'arrivée au pouvoir d'un « faucon » ? Rien n'est moins certain. Malgré ces lignes de tension, l'attitude d'Abe pourrait être plus pragmatique que celle de son prédécesseur. Au premier rang des défis extérieurs qui pourraient marquer une certaine rupture avec les années Koizumi figure les relations avec la Chine. Abe était le favori des chefs d'entreprise du PLD, sensibilisés par la dégradation à leurs yeux inquiétante des relations de Tokyo avec Pékin. Contrairement à son prédécesseur, le nouveau Premier ministre semble en effet plus ouvert au dialogue avec la Chine, et souhaite tourner la page des tensions très nettes. Son déplacement à Pékin, à peine arrivé au pouvoir, est à ce titre révélateur du pragmatisme affiché de Tokyo dans ses relations avec son ennemi historique.

L'autre gros dossier de politique étrangère est la relation avec la Corée du Nord, notamment depuis l'annonce d'un essai nucléaire nord-coréen. L'intronisation de Shinzo Abe à la tête du PLD a coïncidé avec l'adoption par le Japon de sanctions économiques contre la Corée du Nord. Au cours de sa campagne au sein de son parti, Abe s'était à plusieurs reprises exprimé en faveur de telles mesures. Il est également favorable au principe de frappes

préventives à l'égard du régime de Pyongyang, d'où sa réputation de faucon. Son arrivée au pouvoir devrait ainsi confirmer le durcissement de Tokyo vis-à-vis de Pyongyang. Les dirigeants nord-coréens ont pris le message très au sérieux. Dans un discours à l'Assemblée générale de l'ONU, le vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Choe Su-hon, a affirmé que « la possession d'une force de dissuasion, uniquement à des fins d'autodéfense est entièrement conforme aux intérêts des pays de la région en matière de paix et de sécurité ».

Pyongyang semble ainsi jouer sur les deux tableaux : d'un côté, le régime exige un accord avec les États-Unis, et force ainsi les Américains à s'asseoir à la table des négociations avec les acteurs régionaux, avec comme exigence l'arrêt des sanctions américaines ; de l'autre, la Corée du Nord cherche à imposer un dialogue régional, en affirmant ne pas menacer ses voisins, mais simplement assurer sa défense. Dans ce contexte, les sanctions japonaises pourraient, plus que celles des États-Unis, avoir un impact sur les choix stratégiques de Pyongyang. Reste à savoir si le gouvernement ne va pas devoir, là aussi, faire preuve de pragmatisme et accepter le dialogue.

Restent les relations avec les partenaires extérieurs, au premier rang desquels Washington. Le partenariat avec les États-Unis s'est amélioré de façon substantielle sous le gouvernement précédent, notam-

ment en ce qui concerne les questions internationales et stratégiques. Le Japon s'est joint à la coalition en Irak et a, pour la première fois de son histoire post-1945, envoyé des troupes hors de son territoire. Se



Shinzo Abe

pose désormais la question, dans un contexte marqué par une volonté d'affirmation du Japon sur la scène internationale et d'un meilleur contact avec la Chine, de l'avenir des relations Washington-Tokyo. Au-delà des déclarations d'intention et d'un partenariat stratégique qui semble s'être consolidé au cours des dernières années, subsistent des zones d'ombre qui pourraient ternir cette relation, comme le retrait progressif des troupes américaines stationnées à Okinawa ou les craintes américaines de voir le Japon se rapprocher trop de la Chine. Pour s'affirmer dans la région autant que sur la scène internationale, le nouveau gouvernement devra avoir en mémoire le slogan de l'ère Meiji, « quitter l'Asie et rejoindre l'Europe », et choisir soit d'en imiter le principe, soit au contraire de privilégier le rapprochement avec ses voisins, même si cela suppose un repentir sur les crimes de guerre qui, si douloureux soit-il pour des dirigeants nationalistes, n'en est pas moins la solution la plus pragmatique.

\*Barthélémy Courmont

Responsable du Bureau IRIS à Taiwan. A récemment publié  
L'Asie orientale face aux périls des nationalismes, aux  
Éditions Lignes de repères.

*Les doutes persistent sur la montée en puissance d'un nationalisme rampant au Japon. Dans ce contexte, les voisins du Japon seront-ils rassurés par l'arrivée au pouvoir d'un « faucon » ?*

## Les Turcs une nouvelle fois déçus par la France

(Suite de la page 1)

la France fera tout pour les empêcher de rejoindre l'UE, quitte à aller à l'encontre de ses valeurs fondamentales comme la liberté d'expression. Quel gâchis ! Était-il nécessaire, judicieux même, de heurter ainsi les Turcs qui se sont toujours sentis très proches de la France et de porter un coup très dur aux relations franco-turques ? Peut-on prétendre faire un travail de mémoire par des décisions politiques irresponsables alors que la France n'est pas concernée directement, écartant d'emblée toute possibilité d'un véritable travail de recherche et de mise en lumière des faits historiques et contribuer ainsi à faire perdurer les tensions entre les peuples turc et arménien ? Et pourtant, les mises en garde venaient de toute part, à commencer par l'association « Liberté pour l'histoire », comptant 600 membres parmi lesquels on peut citer Jean-Pierre Azéma, Elisabeth Badinter, Jacques Julliard... Son président, René Rémond, a déclaré que ce projet de loi constitue « une nouvelle intervention politique dans l'appréciation des événements du passé, et place les enseignants sous surveillance » et il a ajouté : « Ce sont bien les libertés de pensée et d'expression qui sont menacées ». Le commissaire européen à l'élargissement, Olli Rehn avait averti également

« ...qu'une telle loi aurait de graves conséquences sur les relations entre l'UE et la Turquie et mettrait en danger les efforts de tous ceux qui, en Turquie, veulent ouvrir un débat sérieux et honnête sur cette question ». À cela s'ajoutaient les éditoriaux et les articles de quotidiens comme Le Figaro et le Monde qualifiant cette loi de « contre-productive », suivant ainsi la Commission européenne. De plus, la chambre de Commerce française en Turquie a bien mis Paris en garde contre les éventuelles représailles économiques de la part du gouvernement turc.

J'aimerais aussi citer les propos adressés par Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, à notre journal, sur ce sujet : « Si, en France, un certain nombre de députés de gauche ont cru bon de faire cette proposition de loi sous la pression du lobby pro-arménien, c'est que, pour ces responsables politiques, tout est bon pour tenter de gagner des électeurs. Mais cette attitude comporte plusieurs dangers : d'une part, ils s'érigent en historiens sans en avoir les

compétences et, d'autre part, la politique étrangère de la France devient de plus en plus l'otage des lobbys. Ma conception de l'élaboration de la politique étrangère de la France est qu'elle doit correspondre aux intérêts de la République et non pas à ceux de telle ou telle catégorie, quelle qu'elle soit. Cette situation est regrettable, car la France a plutôt vocation, selon moi, à tenter par tous les moyens de réconcilier les mémoires turque et arménienne qui sont actuellement à vif. En même temps, je pense que l'objectif n'est pas de regarder en arrière, bien qu'il ne faille jamais oublier l'histoire, mais de se tourner vers l'avenir pour que les Turcs et les Arméniens – et donc toute la région – se dotent d'un avenir un peu plus optimiste. Je crains que les responsables français n'aient quelques difficultés à se projeter dans l'avenir, à proposer un vrai projet ; j'ai peur qu'ils ne pensent qu'aux prochaines échéances électorales. Cela leur fait perdre le fil des événements internationaux. Qu'ils y prennent garde, car cela pourrait

leur coûter cher ». Je crois utile de rappeler que la question de l'entrée de la Turquie dans l'UE ne se pose pas actuellement et que les Français auront, le moment venu (dans 10 à 15 ans), la possibilité de se prononcer sur cette question par un référendum. Ce dont il s'agit actuellement, c'est de permettre à la Turquie, grâce au processus d'intégration à l'UE, de démocratiser ses institutions, de se moderniser et de relever le niveau de vie ainsi que les droits fondamentaux de ses citoyens... La surenchère dans les critères d'adhésion tout comme l'instrumentalisation de la Turquie à des fins de politique interne ou au vu d'enjeux électoraux ne feront que retarder ou même interrompre ce processus de démocratisation et risquent de renforcer les mouvements ultranationalistes ou intégristes. C'est peut-être ce que veut une minorité de personnes haïssant ce pays, mais ce n'est certainement pas dans l'intérêt de l'Europe. Une Turquie instable en proie aux conflits ne serait qu'une menace pour la paix dans l'espace européen. Alors, en tant que patrie des droits et des libertés, laissons à la Turquie la chance et la possibilité d'avancer dans ce processus.

\*Mireille Sadège, journaliste,

Docteur en histoire des relations internationales

*La surenchère dans les critères d'adhésion tout comme l'instrumentalisation de la Turquie au vu d'enjeux électoraux risquent de renforcer les mouvements ultranationalistes dans ce pays.*

# L'Asie centrale turcophone au centre des priorités turques



H. Avni Karslıoğlu

*M. l'Ambassadeur H. Avni Karslıoğlu nous parle des positions des pays turcs d'Asie centrale et de leur importance pour la Turquie. Il analyse l'historique des relations bilatérales et les attentes de la Turquie après la guerre froide.*

Nous avons tous éprouvé beaucoup d'émotion lorsque l'Union soviétique s'est désintégrée. Même si certaines idéologies ont regretté la disparition de cette structure, cela a entraîné une vague de joie et de soulagement sur un plan général. Nos frères turcs qui y étaient retenus ont été libérés et tous les partis politiques de l'époque ont vécu très intensément cet épisode de l'histoire, et pas seulement le parti politique MHP. Demirel et Özal ont, bien sûr, pris cela en considération avec le plus grand intérêt. Mais si nous ressentions à présent cette émotion-là, nous réagirions probablement de manière plus attentive. De plus, de fausses attentes ont été créées. Nous avons cru que tout le monde nous attendait, mais, la réalité était que la Turquie, considérée comme un pays non développé et dépendant de l'OTAN était méconnue dans ces pays. De ce fait, les esprits y étaient confus également et les dirigeants étant toujours sous influence soviétique ne connaissaient pas leur propre culture. D'ailleurs, pour pouvoir occuper un poste important dans le nouveau système, il fallait parler le russe et avoir étudié dans une école russe. Pourtant, nous n'avons pas le droit de leur en vouloir car c'était le système qui les faisait se comporter ainsi et ils vivaient dans un monde très fermé, ce qu'ils savaient au sujet de l'extérieur étant très limité. Les Républiques turques n'avaient pas tellement voulu la chute de l'Union soviétique car c'est Moscou qui couvrait tous leurs besoins. Par ailleurs, la Région turque constituait une entité culturelle et politique appelée Turkestan occidental, jusqu'à l'époque de Staline et toutes les richesses étaient utilisées en commun. Mais la discorde a été semée entre ces peuples, les rendant par la suite étrangers les uns envers les autres. Or, il existe là-bas des peuples mêlés du point de vue ethnique et il est très difficile pour ces pays de survivre seuls. Ces derniers ont été délaissés et sont aujourd'hui aussi seuls et aussi faibles qu'à l'époque de l'Union soviétique. Administrés par des dirigeants communistes jusqu'à ce jour-là et étrangers à la culture turque, ils n'ont pas ressenti l'émotion que nous avons éprouvée lorsque l'Union soviétique s'est désagrégée. La région a été visitée d'abord par le ministre des Affaires étrangères, puis par le Premier ministre Demirel et le président de la République Özal. D'importantes délégations s'y sont rendues, permettant de nouer des relations chaleureuses. Mais, on ne peut pas s'attendre à ce que tout change en un instant, même s'ils s'étaient tout de même rendu compte qu'il y avait entre nous et eux un certain lien de parenté. Un

villageois anatolien et un villageois ouzbek pouvaient se comprendre facilement, mais les « cols blancs » n'arrivaient pas à se comprendre. Il fallait donc créer une culture commune. Dans ce but, on a fait, dans cette période-là, des rêves qui n'étaient guère réalistes et des promesses quelque peu hasardeuses. Des efforts de rapprochement entre pays turcophones ont été entrepris et se poursuivent encore. Et les bonnes relations établies ont permis de surmonter de nombreux obstacles. Certes, les grandes entreprises se sont comportées de façon craintive et ne s'y sont pas rendues, mais les petites et moyennes entreprises ont joué le jeu et y ont généré un potentiel d'affaires très important, créant de nombreux emplois. Cependant, les investissements sont restés faibles dans le domaine énergétique, en bonne partie suite à des erreurs d'appréciation de notre part. Au lieu d'envoyer là-bas certains de nos hommes d'affaires brillants, nous avons préféré les envoyer en Europe alors que toutes les régions devaient avoir pour nous la même importance. Si nous recensons la population de cette région, nous constatons qu'elle est presque égale à celle de la Turquie alors que son pouvoir d'achat est très faible. Elle ne peut pas prendre la place de l'Europe dans nos relations internationales. Les conditions de vie étant très différentes, elles ne peuvent pas être changées d'un seul coup et il va falloir faire montre de patience. Il serait illusoire et insensé d'attendre immédiatement des changements profonds dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie, quoiqu'on ait pu constater des améliorations en Azerbaïdjan. La situation de l'Ouzbékistan est plus particulière, mais on y enregistre aussi des améliorations, comme presque partout ailleurs. Il nous appartient, là aussi, d'encourager le redressement et, pour cela, nous envoyons nos hommes d'affaires défricher ces nouveaux territoires. Ce type de tentatives peut contribuer au développement de l'intérêt que portent les grandes sociétés aux conditions qui règnent dans la région. Je ne suis pas totalement pessimiste à cet égard et je suis persuadé que nous pouvons agir utilement. Nous pouvons parfois nous brouiller mais ce sont nos frères, nous avons le devoir de les protéger.

## La présence des États-Unis dans la région

Les États-Unis possèdent une base au Kirghizistan comme il en existait une en Ouzbékistan servant de point de départ pour le transport en direction de l'Afghanistan. Mais cette dernière a été fermée, n'étant pas adaptée à des objectifs militaires. Par ailleurs, les États-Unis n'étaient pas très intéressés par la région avant le 11 septembre 2001. Mais, voyant la Russie s'intéresser alors à ces territoires, les Américains ont voulu équilibrer la situation à cause du pétrole et de la situation géostratégique de la région en n'abandonnant pas totalement cette région à la Russie. Nous ne pouvons pas ignorer la présence russe dans la région, présence n'étant pas obligatoirement génératrice d'affrontements, tout

le monde pouvant entretenir des relations avec cette région. D'ailleurs, eux non plus ne peuvent pas nier notre présence dans la région et, de ce fait, des coopérations peuvent être établies sans conflits. Cependant, un avantage certain des Russes dans cette zone est de bien connaître les pays, les ressources et les infrastructures et que le milieu intellectuel qui se trouve là-bas pratique le russe. De notre côté,

*Pour la première fois depuis des siècles, nous avons l'avantage de ne pas être voisins de la Russie.*

grâce à l'aide prodiguée par les États-Unis dans toute cette zone, nous pouvons avoir accès aux ressources énergétiques de la région moyennant un réseau d'oléoducs déjà bien développé.

## Les crises au Moyen-Orient et leur influence sur la région

Des troubles ne l'influenceraient pas très directement. Si toutefois la production pétrolière s'en trouvait bouleversée, l'influence serait positive pour ces pays turcophones car le prix de leur pétrole augmenterait. Si nous réfléchissons globalement sur la dimension de la démocratie et des droits de l'homme dans le cadre du projet de Grand Moyen-Orient, je ne crois pas que ce projet soit bénéfique à la région. Ce projet n'a pas réussi à se mettre en place car les réalités de notre époque sont différentes et les révolutions ne se font plus subitement. Par ailleurs, les révolutions récentes ne sont pas toutes démocratiques. Les révolutions en Géorgie et au Kirghizistan peuvent être citées à cet égard comme exemples. Il serait bon que l'on s'oriente vers le positif. Mais, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une action

très importante. La conjoncture générale du monde ne peut évoluer que dans ce sens et la région bénéficierait alors de cette influence positive.

## L'approche de l'Europe dans la région

L'Europe a attaché beaucoup d'intérêt

à la région après le 11 septembre alors qu'auparavant bien peu de pays s'en souciaient. D'ailleurs, seules l'Allemagne et la France possèdent des ambassades dans les pays de cette région, les autres pays n'entretenant d'ambassades qu'au Kazakhstan et en Azerbaïdjan, l'Europe ne semblant considérer cette région que comme source d'énergie. D'autre part, on y trouve une diaspora allemande constituée de déportés dans cette région lors de la période soviétique, ce qui explique l'intérêt allemand pour cette région, même si la grande majorité d'entre eux ont pu regagner l'Allemagne depuis. Désormais, les Européens semblent

également intéressés par le potentiel économique croissant de cette zone. Du reste, l'UE a nommé un représentant spécial chargé de cette partie du Moyen-Orient. De la même manière, les Européens ont aussi nommé un représentant pour le Caucase. Ces représentants spéciaux de l'UE visitent Ankara une fois par an, n'oubliant pas que la Turquie joue un rôle sérieux dans la région.

## Le Caucase

Le Caucase est une région très intéressante, constituée de très petites entités qu'il est d'ailleurs difficile de maintenir unies, la plus homogène d'entre elles étant l'Arménie. Si nous attachons tant d'importance au Caucase, c'est qu'il constitue notre porte d'accès au Moyen-Orient. Par ailleurs, il existe en Turquie une importante population de Géorgiens musulmans, raison pour laquelle nous nous intéressons aussi à la Géorgie. En fin de compte, nous nous intéressons à tous les pays de cette région. Je rappellerai ici que pour la première fois depuis des siècles, nous avons l'avantage de ne pas être voisins de la Russie. Nous faisons des efforts pour aider la Géorgie à résoudre ses problèmes pacifiquement. Ce n'est même pas la peine de citer l'Azerbaïdjan, souffrant d'être un peuple vivant dans deux États différents. Nous voulons également aider cette région à se redresser. Par ailleurs, j'affirme que nous ne sommes nullement ennemis de l'Arménie. D'ailleurs l'oléoduc devait passer par l'Arménie mais les travaux sont suspendus à cause de la guerre. Il n'existe pas non plus d'embargo envers l'Arménie mais des échanges pour un montant avoisinant les 150 millions de dollars et nous autorisons le passage de tous les avions à destination de l'Arménie. Je souligne que de nombreux Arméniens travaillent en Turquie mais qu'un Turc ne peut pas se rendre là-bas avec la même tranquillité. Eux viennent à Istanbul pour travailler et à Antalya pour leurs vacances et nous sommes tolérants envers eux, même s'ils créent des gros problèmes aux nôtres. Il faut chercher la responsabilité de cette mécontente dans un groupe de dirigeants inspirés par la haine et l'animosité, pas dans le peuple. D'ailleurs, c'est pour cette raison que nous sommes tolérants. S'ils mettaient fin à la guerre contre leur voisin, beaucoup de choses seraient possibles. En attendant, nous faisons des efforts. Nous souhaitons qu'une commission historique commune soit fondée et que des recherches sérieuses et objectives soient effectuées. Hélas, en face, on refuse de débattre et de dialoguer. Nous tendons avec sincérité une main amicale à l'ensemble des peuples du Caucase.



DROIT A L'EVASION ?

# oui!

dans votre agence de voyages EU  
www.marmara.com  
0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul\*\*\*

# 229<sup>e</sup>

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

**marmara**  
Droit au voyage

# La TİKA : un trait d'union entre les républiques turcophones

*Dans l'après-guerre froide, la Turquie a immédiatement reconnu l'indépendance des républiques turcophones. Elle a apporté son concours à l'insertion rapide de ces républiques aux organisations internationales et régionales. Créée dans ce cadre et rattachée au ministère des Affaires étrangères, la TİKA (Agence Turque de Coopération Internationale) a pour objectif de réguler et de coordonner l'ensemble des actions politiques, économiques, et culturelles avec les républiques turcophones. Nous avons rencontré son président, le Dr. Hakan Fidan, qui nous parle de l'aide multiforme et non négligeable de son pays aux républiques turcophones.*



Hakan Fidan

## Quand la Tika a-t-elle commencé ses activités ? Quelle est sa mission ?

La TİKA a débuté officiellement ses activités en 1992. Depuis longtemps, la Turquie apportait son aide dans les domaines économique, technique et social aux régions proches qui étaient sous sa responsabilité historique. Le fait qu'en Asie centrale l'Union soviétique et, dans les Balkans, la Yougoslavie soient dissoutes, a permis à ces pays et communautés, avec lesquels nous avons des liens historiques depuis de nombreuses années, de s'exprimer à nouveau à l'époque moderne et de retrouver leur indépendance. Dans ce contexte, leurs

demandes d'aide à la Turquie ont beaucoup augmenté et la Turquie a créé la Tika pour que les aides qu'elle faisait auparavant soient plus systématiques. La Tika est une organisation d'aide technique et d'aide au développement. Nous nous efforçons de transmettre les moyens, le savoir et l'expérience de la Turquie aux pays et communautés frères et amis par le biais des projets que nous mettons en pratique. Actuellement nous avons des bureaux dans 18 pays ; en Asie centrale au Tadjikistan, en Mongolie, en Ouzbékistan, au Kirghizistan, au Kazakhstan et au Turkménistan ; dans le Caucase en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Crimée ; dans les Balkans en Albanie, en Macédoine, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine ; en Europe de l'Est en Moldavie ; en Afrique en Éthiopie et au Soudan ; au Moyen-Orient en Palestine et en Afghanistan.

## Quel est le domaine d'activité de la Tika ? Quels projets avez-vous réalisés jusqu'à maintenant ?

Notre plus important domaine d'activité est la formation de personnel. La transmission de l'expérience et la création de compétences sont très importantes pour nous. C'est l'objectif du projet qu'on a créé pour les Républiques turques indépendantes. Dans les trois dernières années trois mille bureaucrates ont été formés dans différents domaines. Nous organisons des cours de courte et de moyenne durée sur des sujets divers comme la gestion d'un hôpital, la découverte des nouvelles technologies dans l'agriculture, la collecte des impôts dans la gestion économique, les moyens d'attirer les investissements étrangers vers le pays et la préparation d'une législation adaptée et l'organisation du tourisme, et nous formons des experts. Nous agissons dans le but d'augmenter les compétences et nous y parvenons fort bien. Nous assu-

rons la coordination et le financement des projets grâce à notre organisation flexible et rapide. Notre autre activité est de trouver des solutions à certains problèmes rencontrés par des États et communautés, notamment dans les périodes d'après-crise ou d'après-guerre et l'Afghanistan est en tête de cette liste. Comme vous le savez, les Afghans ont subi la guerre durant des années et ils souffrent actuellement de graves manques. À la fin de cette

année, nous y aurons terminé 20 écoles et nous gérons déjà 5 hôpitaux. Nous nous efforçons de soutenir les activités de reconstruction de la population de ce pays par les groupements internationaux sur place, lesquels demandent à travailler avec nous car nous sommes flexibles et sérieux. Nous avons des projets importants pour satisfaire les besoins de la Crimée dans le domaine social. Nous avons un projet de réhabilitation pour répondre aux problèmes d'éducation de la population de la Crimée. Cela concerne 14 écoles et nous avons commencé la réhabilitation de 3 d'entre elles, qui seront terminées dans les tout prochains mois. Par ailleurs, la construction d'une autoroute de 50 kilomètres en Mongolie continue, ce qui constituera un apport incomparable au tourisme de la région. Parallèlement, nous venons d'achever un projet d'irrigation au Tadjikistan.

## On ne parle pas beaucoup de ces aides dans la presse. Qu'est-ce que la Turquie en attend ?

Vous avez raison. On n'en parle guère dans la presse turque. Les explications en sont surtout culturelles : nous n'aimons pas parler de l'aide que nous apportons à ceux qui en ont besoin. Quant à la question de ce que cela peut rapporter à la Turquie,

notre Premier ministre a déclaré : « Nos relations avec les Républiques turques sont au-dessus de toutes sortes de paramètres mesurables, qu'ils soient politiques, économiques ou militaires. Cela relève du sens de la responsabilité et du devoir ». Nous percevons ces actes ainsi car nous considérons que ces peuples frères forment des liens culturels et historiques qui nous unissent. Nous ne nous demandons pas si nous sommes satisfaits ou pas de ce que nous recevons en contrepartie des services que nous rendons, nous sommes tout simplement satisfaits de ces relations, même si elles ont encore besoin de progresser. Nos relations historiques avec les États qui sont géographiquement à l'est de la mer Caspienne ont subi une interruption de 400 ans. Les relations que nous avons nouées avec eux après leur indépendance dans les années 1990 ont mis une quinzaine d'années à aboutir. Nous croyons fermement à ce principe : plus il y a de projets, plus l'inter-action est grande, c'est un service qui augmente de plus en plus.

## Vous arrive-t-il d'intervenir dans des crises diplomatiques ?

Plus la Tika sera active, moins il y aura de crises diplomatiques car nous mon-

trons la bonne volonté de notre nation. L'aide technique est l'instrument diplomatique le plus important des temps modernes. Si la Turquie a mis de longues années à le comprendre, elle l'utilise désormais largement et très efficacement. Dans le domaine de la responsabilité historique, les gens attendent toujours quelque chose de nous. Par exemple en Afrique, l'Afrique est un endroit lointain pour les jeunes turcs de la nouvelle génération mais là-bas les souvenirs vécus, racontés se transmettent de génération en génération et restent vivants dans la mémoire des gens. Lorsque l'on se rend en Afrique de nos jours, on peut constater une amitié spécifique pour les Turcs.



## Le 12 octobre 2006

(Suite de la page 1)

le monde » édicté par Mustafa Kemal Atatürk, héros principal de notre Guerre d'indépendance et fondateur de notre État. Notre intention était et est encore de vivre en paix avec tout le monde pour l'éternité. Certes, nous avons parfois rencontré des problèmes, des malentendus – quelquefois sérieux – comme ceux qui peuvent survenir dans une famille ou dans une association, mais aucun d'eux n'a généré de réelle animosité de la part des Turcs. Même l'intervention militaire dans l'île de Chypre en 1974 a été effectuée pour établir la paix. Après la première intervention des 22 et 24 juillet, nous avons la certitude d'avoir trouvé une solution durable. Mais comme les Grecs n'acceptaient pas la situation, nous avons dû procéder à une deuxième intervention les 14 et 16 août. Les membres du Conseil, réunis à Luxembourg les 12 et 13 décembre 1997, ont fermé les portes de l'Union européenne devant la Turquie. Or, au cours du même sommet, l'Union européenne prenait la décision, définie comme « la vague la plus large d'élargissement » d'ouvrir ses portes aux pays du Centre et de l'Est de l'Europe, douze au total. La Turquie, notamment

à cause des efforts d'Helmut Kohl, le chancelier allemand, était maintenue à l'écart du processus. Les fonctionnaires de l'UE se souviennent sûrement encore aujourd'hui de la réaction et des paroles définitives prononcées par le Premier ministre Mesut Yılmaz, qui quitta le sommet en claquant la porte. Dès le lendemain le matin, 14 décembre, des représailles étaient mises en œuvre : les relations avec l'UE seraient régies dans le cadre du traité d'Ankara de 1963. Autrement dit, la demande d'intégration totale faite par Turgut

Özal en 1987 était caduque. La Turquie, désormais, ne dialoguerait plus avec l'UE sur des sujets comme l'île de Chypre, la mer Égée et les droits de l'homme. Il n'y aurait pas non plus de discussions sur les sujets politiques. On respecterait l'Union douanière mais, en cas de non-respect de la part de l'UE de ses obligations financières, il n'y aurait pas de nouvelles avancées turques. Entre autres, la Turquie refuserait l'intégration à l'OTAN des anciens pays de l'Europe de l'Est en usant de son droit

de veto. La distance mise par la Turquie entre elle et l'UE et son ressentiment ont fait l'actualité pendant deux ans, jusqu'au sommet d'Helsinki des 10 et 11 décembre 1999. Ce jour-là, il fut annoncé que la Turquie pouvait présenter sa candidature sans conditions ni restrictions. Nous n'avons pas encore oublié l'embargo qui nous fut imposé entre 1975 et 78 par les États-Unis, notre « allié et partenaire », ni la lettre de Johnson datée du 13 février 1964. Ces événements représentent des dates que nous n'oublierons pas, parmi les dates inoubliables restant gravées dans nos mémoires comme celle du 12 octobre 2006, date où le Parlement français, outrepassant la loi du 18 janvier 2001, a décidé de pénaliser ceux qui discuteraient et nieraient ce que certains appellent le génocide arménien. Dans une conjoncture antiaméricaniste qui touche presque 90 % de la population en Turquie, alors que les efforts pour amplifier le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et la France avaient permis de passer de

10 milliards de dollars à 15 milliards, 106 voix de députés français, sur 577 constituant l'Assemblée, ont réussi à porter un coup tragique, quasi mortel, à une amitié franco-turque vieille de 471 ans. Quelles que soient les raisons pour lesquelles ces 106 voix se sont ainsi prononcées, il est certain que le peuple turc en a été offensé ; c'est le seul résultat qui puisse en être retiré. Nous, seul journal en Français actuellement édité en Turquie, nous voulons lancer un appel au Parlement français, aux hommes d'affaires et aux sociétés présentes en Turquie. Venez, rejoignez-vous autour d'Aujourd'hui la Turquie pour concentrer avec nous vos efforts dans le but de racheter cette erreur. Sinon, ce jeu dangereux risque d'être lourd de conséquences pour chacun de nos deux pays, le plus grand perdant étant sûrement la France qui risquerait ainsi de perdre son ami, son allié de 471 ans. En bref, nous serons très attentifs aux suites qui seront données à cette loi adoptée le 12 octobre 2006 par l'Assemblée nationale.

*Le plus grand perdant étant sûrement la France qui risquerait ainsi de perdre son ami, son allié de 471 ans.*

## Qu'est-il arrivé à ma France ?



\*Garip Turunç

Je vis depuis une quarantaine d'années en France. J'ai quitté mon Anatolie natale alors que j'étais un lycéen de 17 ans et ce départ fut pour moi un bouleversement accompagné d'une grande tristesse, d'un déchirement familial. J'ai fait mes études supérieures ici en France avant d'être nommé à l'université de Bordeaux où j'enseigne depuis vingt-cinq ans. J'ai choisi la France, « terre de liberté, vertu éclairant le monde », j'ai voulu que ce pays devienne vraiment ma France parce que je m'y trouvais fort bien, mais aussi parce qu'elle me donnait la possibilité de m'intégrer. Aujourd'hui, j'ai de nouveau le sentiment d'être un étranger perdu. J'éprouve des difficultés à retrouver la France que j'ai connue quand j'ai débarqué de la Turquie de mon enfance, sortant des premières années de ma jeunesse. Je souffre de voir ma France offrir le spectacle décevant d'un pays passéiste, arrogant et frileux qui donne des leçons au monde entier tout en voulant oublier ses propres erreurs. Un pays drapé dans une lassitude oublieuse devant la tâche de reconstruction de sa propre mémoire, se croyant investi d'une mission universelle (à défaut d'une supériorité morale) lui permettant d'émettre des jugements sur un autre pays, de surcroît sur un fait historique remontant à près d'un siècle. Cela contribuerait-il à rapprocher ce pays de l'Union européenne – alors que les processus de négociations en vue de son adhésion à l'Union sont en cours depuis un an (bien qu'on lui ait déjà, fort maladroitement, fait comprendre qu'on ne voulait pas de lui) ? Cela assainirait-il nos relations

devenues assez complexes et délicates avec ce pays ? Au moment où d'excellentes initiatives de réconciliation sont en cours entre les intéressés, cela favoriserait-il les recherches sur cet épisode de l'histoire qui donne encore lieu à des controverses entre spécialistes ? Alors que l'on déplore en paroles le manque d'aide aux partis démocratiques dans les pays où ils sont le seul espoir face à la montée des intégrismes, vait-on par ce vote aider ceux qui défendent la démocratie ou, au contraire, fournir des arguments aux forces les plus rétrogrades ? Tout cela est le négatif d'une tâche qu'il vaudrait mieux laisser aux politiques politiciennes plutôt qu'une véritable volonté de travail de mémoire. C'est de politique, de sens de l'avenir dont que nous avons besoin pour franchir la zone de panne et non d'un verdict de culpabilité collective circonstancielle. C'est un désastre quand tout devrait conduire, dans le contexte actuel, à préserver la cohésion nationale et à forger une identité nationale intégratrice de toutes les origines. Cela exige tact et sagesse, modération et respect. Il ne faut pas que nous devenions des juges du passé mais des acteurs plus avertis et capables de comprendre une histoire partagée. Ce progrès-là ne se gagne pas par des condamnations ou des reconnaissances mais par un travail de mémoire qui doit être accompli dans la sérénité, dans un esprit de responsabilité et de confiance réciproque. Les hommes politiques doivent rester à l'écart de ce travail. Leur dépendance – bien souvent de

circonstance – de l'opinion et des modes ne les qualifie pas pour être directeurs de conscience. Certains ont fait observer à juste titre qu'au lieu de « reconnaître » et de légiférer en brandissant la menace de sanctions morales et juridiques qui promettent davantage d'effet pervers que de réparations positives, il valait mieux laisser le temps nécessaire au processus de réconciliation entre la Turquie et l'Arménie qui vient enfin d'être entamé. Il est regrettable que la France se permette d'intervenir à ce sujet avec la délicatesse habituelle d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. D'autres voix se sont élevées au sein de notre société pour souligner que « l'histoire n'est pas la mémoire », pas plus qu'elle n'est « un objet juridique », ajoutant que « dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique ». Si, comme l'a écrit Karl Marx, pour éviter d'être « condamné à la revivre », le politique ne peut conduire son action sans connaître l'histoire, il ne doit pas chercher pour autant à imposer une vérité officielle. Ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire et on peut remarquer que cette dérive se rencontre essentiellement dans les États soumis à des tentations totalitaires. Or notre Parlement a beaucoup légiféré depuis quelques années, sur des sujets n'étant pas toujours expressément de sa compétence. Trop ? Devons-nous continuer à tenir dans l'hémicycle des débats qui relèvent plus des domaines scientifique et historique que de la prépa-

*Je ne comprendrais pas que ma France aille de l'avant sans prendre la mesure de la part du monde qu'elle porte en elle, et de ce qu'elle offre de singulier au monde.*

ration d'un avenir répondant aux préoccupations concrètes de nos compatriotes ? Au moment où le dogmatisme et le fondamentalisme s'en prennent violemment à la liberté de penser, à la liberté de s'exprimer, faut-il que le Parlement français s'implique dans une pénalisation supplémentaire de propos et d'attitudes déjà condamnables ? La forme de totalitarisme intellectuel qui consiste à clouer au pilori, comme « négationniste » ou « révisionniste », toute personne évoquant une période de l'histoire de façon non conforme à celle édictée par des groupes de pression qui n'ont comme seule légitimité que leur supposé poids électoral doit cesser. Attachée à la défense des droits de l'homme, soucieuse du dialogue entre les peuples, la France se grandit quand elle se fait messagère de la paix et des valeurs de la civilisation, mais elle se ridiculise lorsqu'elle devient procureur, au nom d'une prétendue mémoire universelle. Ma France, j'ai trop confiance en sa culture, en sa vitalité, en sa volonté de vivre pour redouter que sa personnalité se dissolve un jour. Encore faut-il qu'elle ne cesse jamais de croire en elle-même, qu'elle ne prête pas une oreille complaisante aux sombres prophètes du repli et du rejet. Et parce que j'ai confiance en ma France, j'ai pour elle de fortes ambitions. Je veux qu'elle continue à parler au monde, comme elle l'a toujours fait dans le passé. « La France ne saurait être la France sans grandeur », disait Charles de Gaulle, et je ne comprendrais pas que ma France aille de l'avant sans prendre la mesure de la part du monde qu'elle porte en elle, et de ce qu'elle offre de singulier au monde.

\*Garip Turunç

\*Maître de conférences

à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV

Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul

## La République de Turquie : de l'esclave à l'individu, de la communauté à la nation



\*Gazi Uçkun

Lorsque certaines notions sont utilisées, il faudrait étudier la place qu'elles occupent dans la vie des sociétés et, de ce fait, analyser attentivement l'histoire de la société en question. Il faut juger également de la même manière la Fête de la République, que nous célébrons chaque année le 29 octobre. Analysons la manière et les conditions à partir desquelles nous en sommes arrivés au 29 octobre 1923. L'Empire ottoman qui s'affaiblit considérablement et perdit de sa force dans la conjoncture mondiale à partir des années 1800 a commencé à être divisé, puis a disparu. Sa disparition fut approuvée par l'Armistice de Mondros signé le 30 octobre 1918 à la fin de la Guerre des Balkans et de la Première Guerre mondiale, après lesquelles le projet d'anéantissement du grand empire par les puissances impérialistes s'est réalisé. Le peuple anatolien, qui se refusait à accepter ces évolutions, débuta la résistance à la suite de Mustafa Kemal Atatürk. La lutte en Anatolie à partir de la Déclaration d'Amasya puis du Congrès d'Erzurum et de Sivas avait été rassemblée sous une seule bannière par Mustafa Kemal Atatürk et les premières démarches avaient été menées pour la fondation d'un nouvel État. Le peuple qui vivait en Anatolie était une société opprimée, exploitée

par une autorité despotique et négligée dans la période ottomane et rien n'avait changé après la désintégration de l'Empire et l'occupation de ses territoires. Ceux qui étaient considérés comme absents par leurs propres dirigeants avaient été également considérés comme absents par les envahisseurs. L'Empire ottoman était administré par un régime monarchique. Pour mieux comprendre ce qu'est la République et ce qu'elle signifie aux yeux des habitants d'Anatolie, rappelons sa définition. L'origine de la notion de cumhuriyet (république) est l'arabe « cumhuriyet » voulant dire « peuple et communauté ». C'est la forme d'administration dans laquelle la Nation tient le pouvoir entre ses mains et en jouit par l'intermédiaire des députés qu'elle élit pour une durée précise. La république constitue un régime qui met au premier plan l'utilité publique avant tout, qui donne de l'importance à l'homme et qui réussit à instaurer la modernisation et à former au mieux des individus modernes. Je crois que le célèbre philosophe Lucius Annaeus Seneca a tenté de préciser cette particularité en disant : « La République est le

pouvoir de la science et de la morale, de la justice et de la vertu. » Mustafa Kemal Atatürk pensait qu'il fallait instaurer une nouvelle forme d'administration à la place de la monarchie après avoir vu ses défauts. Il avait bien connu la vie des habitants d'Anatolie et avait vu de très près la pauvreté que ceux-ci avaient dû subir, leurs peines et leurs souffrances aussi bien dans la dernière période de l'Empire ottoman que durant les années de combat. Il pensait qu'il fallait instaurer la République pour que l'homme soit traité dans le respect de la dignité humaine, pour que sa présence soit admise en tant qu'individu et pour que tout le monde possède des droits à proportion égale. Il est vrai que la monarchie, tout en considérant les individus comme absents, les contraignait à l'ignorance et exigeait des êtres qu'ils ne réfléchissent pas, qu'ils ne lisent pas et qu'ils ne s'interrogent sur rien. Alphonse de Lamartine, en disant : « La République et l'ignorance ne peuvent pas vivre dans un même endroit », avait montré que la monarchie se nourrissait de l'ignorance. Après son combat pour l'indépendance, qui fut couronné de

succès, Atatürk a fait reconnaître cette victoire par le monde entier à partir du Traité de paix de Lausanne du 24 juillet 1923. Le moment était venu de fonder la République qui exigeait des représentants énergiques, honnêtes et intelligents qui s'impliquent personnellement dans sa défense, idéologiquement et scientifiquement. Il avait décidé, avec la modification de la Constitution par la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM), que la forme d'administration du nouvel État turc fondé en Anatolie le 29 octobre 1923 soit la République et l'avait nommée République de Turquie. La République de Turquie considère comme des individus égaux tous ses citoyens sans faire de distinction de langue, de religion, de race, de classe, de profession, de région ou de sexe. Elle a transformé les esclaves en individus et la communauté en nation et continue les transformations nécessaires. De nos jours, la République de Turquie est attaquée par des milieux internes et externes qui ont la nostalgie de la monarchie, seulement ils ne pourront pas réussir dans leur volonté d'éloigner la République de Turquie de la civilisation moderne et de l'enterrer dans l'obscurité de l'ignorance. Le fait que les Nations et les États civilisés prennent place auprès de la jeune République de Turquie dans ses luttes est un précédent historique.

\*Dr. Gazi Uçkun

Maître de Conférence à l'Université de Kocaeli



# Université de Galatasaray : plus attractive que jamais

*Rencontre avec Pierre le Mire, professeur à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) et recteur-adjoint de l'Université de Galatasaray, qui nous parle de la qualité et de la particularité de l'enseignement, mais également des nouveautés au sein de cette université francophone, toujours très prisée parmi les jeunes.*

**Pierre le Mire, en tant que Recteur-adjoint de l'Université, vous devez être fier du véritable bond en avant dû aux nouveaux entrants à l'université Galatasaray au concours national-ÖSS...**



En effet, les résultats sont vraiment excellents pour la quasi-totalité de nos départements, et ce d'autant plus que le YÖK nous avait, en quelque sorte, imposé une hausse sensible de

nos effectifs, la plupart des départements recrutant maintenant quarante étudiants, ce qui, notons le, veut dire que, dans cinq ans, nous aurons près de cinq cents étudiants supplémentaires, les effectifs de l'Université passant de 2 500 à environ 3 000 étudiants.

**Certains craignent alors une baisse du niveau. Qu'en pensez-vous ?**

Ce ne sera certainement pas le cas si nous restons à des entrées annuelles de ce niveau, finalement très raisonnable, qui garantissent un recrutement de qualité. Regardez le droit : bien que nous passions cette année d'un effectif de trente-cinq entrants à cinquante étudiants, nous améliorons notre niveau de recrutement de manière extrêmement sensible. Alors même que nous étions déjà considérés comme la meilleure faculté de droit du pays, nous pouvons estimer que la quasi-totalité des vingt-cinq premiers étudiants ayant choisi cette filière se sont inscrits chez nous, puisque le premier entrant est classé 4<sup>e</sup> du concours national et le dernier 163<sup>e</sup>.

**Oui, mais cela se justifiait sans doute du fait de votre prédominance dans cette discipline. Le droit étant déjà votre point fort, autant faire profiter le maximum d'étudiants de l'excellence de cette formation. Or les résultats sont presque aussi bons ailleurs.**

Absolument, la progression est même généralement assez spectaculaire. Ainsi, en communication, le premier entrant est 32<sup>e</sup> et le dernier 636<sup>e</sup>, alors que l'année précédente le premier était 3 780<sup>e</sup> et le dernier 12 106<sup>e</sup>. De même, en gestion, en économie et en relations internationales, les entrants évoluent désormais, respectivement, du 279<sup>e</sup> au 1 044<sup>e</sup> rang, du 378<sup>e</sup> au 1 293<sup>e</sup> rang et du 513<sup>e</sup> au 1 400<sup>e</sup> rang du concours.

Bref, sur nos treize départements, cinq recrutent l'intégralité de leurs effectifs dans les 1 500 premiers (droit, communication, gestion, économie et relations internationales).

**Et à quoi attribuez-vous ce succès ? À la réputation de l'Université ?**

Certainement, je ne vois pas d'autre ex-

plication. Il faut dire que nous travaillons constamment pour rendre Galatasaray le plus attractif possible. Ainsi, nous avons été les pionniers pour les échanges Socrates-Erasmus et restons leaders dans ce domaine au regard de notre nombre d'étudiants. Cette année, ce sont plus d'une centaine de nos élèves, soit plus d'un sur trois, qui se rendront en France, en Belgique ou dans un autre pays de l'Union européenne, pour une période variant de six mois à un an. En sens inverse, nous recevrons plus de soixante-dix étudiants européens, essentiellement de France, mais aussi de Belgique, d'Italie, d'Espagne ou de Pologne, etc. Or, chacun sait combien l'expérience à l'étranger, parallèlement à la connaissance d'une ou deux langues étrangères, soit, chez nous, au moins le français et l'anglais, est un élément essentiel dans le curriculum vitae des jeunes recherchant un emploi.

**Quels sont les autres points qui, à votre avis, rendent également Galatasaray aussi attractif ?**

Par exemple, la possibilité désormais offerte aux étudiants de quatrième année, dans la plupart de nos départements, d'effectuer un stage en entreprise qui est validé dans leur cursus. Mais aussi, en fin d'études, l'opportunité de trouver un travail à « l'international », par exemple dans les 250 entreprises françaises qui emploient près de 50 000 personnes en Turquie ou à l'étranger. Ou, encore, certainement, la possibilité de prolonger vers des études de troisième cycle, généralement en master 2, en France, en Suisse, en Belgique, voire au Royaume-Uni ou au Canada. Outre les bourses que nous parvenons à obtenir des organismes européens, du gouvernement français, de l'Agence universitaire pour la Francophonie, mais aussi de TEV, de TED ou du YÖK, 85 de nos étudiants ont demandé cette année un visa pour aller étudier en France ou à l'étranger. Il faut bien réaliser que cela correspond à un de nos étudiants sur quatre, ce qui est considérable. Dans la même veine, vous noterez que sur un peu plus de soixante de nos assistants effectuant actuellement une thèse, plus de quarante le font à l'étranger, essentiellement, en France, en Belgique ou en Suisse, grâce, notamment, à un ensemble de bourses du YÖK ou des organismes français et européens.

**Donc, l'enseignement délivré à Galatasaray vous paraît de très bonne qualité ?**

Incontestablement, même si certains de mes collègues s'amusent à dire qu'ils ne savent pas si les enseignants d'ici sont bons, mais qu'il est certains que les étudiants sont excellents. Un dernier exemple : l'étudiante qui avait terminé « major » de la faculté de droit il y a quinze mois a bénéficié d'une bourse d'excellence de l'Ambassade de France en vue d'effectuer son master 2 de droit civil dans mon université, Paris I (Panthéon-Sorbonne).

**On entend parfois dire que Galatasaray est en revanche défailante sur le plan de ses activités de recherche. Qu'en est-il ?**

Cela est inexact. Vous noterez par exemple que, pour 2005, notre département de « génie industriel » a été classé, par le YÖK, premier dans son domaine en ce qui concerne la recherche. Par ailleurs, mon

collègue Thomas Jobert a rendu, il y a un an, un rapport de plus de 100 pages qui établit clairement que les activités de recherche sont très développées dans notre université, et ceci à peu près dans tous nos départements. En revanche, il a également constaté que ces recherches revêtent encore trop souvent un caractère individuel et qu'il convient désormais, pour cette université qui n'a que treize ans, de structurer ce domaine en regroupant ses enseignants-chercheurs autour de quelques pôles solides, en mesure, alors, de répondre à des appels d'offres internationaux ou européens.

Étant d'ailleurs chargé par le Comité paritaire franco-turc de rédiger un nouveau « projet d'établissement » pour les années à venir, je peux d'ores et déjà vous dire que ce sera là un de nos axes prioritaires.

Parallèlement, nous insisterons sur notre volonté de répondre à la demande du YÖK d'entamer une démarche « qualité », allant de pair avec notre souhait de devenir en même temps la première université turque à obtenir le label européen en ce domaine.

**Finalement, vous considérez que Galatasaray est un exemple à suivre...**

Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que tout est parfait et que rien ne doit bouger. Il ne s'agit pas d'un « cocorico », loin de là ! Il est évident que c'est en marchant qu'on prouve le mouvement.



Mais, du fait de ma longue expérience des universités et des systèmes d'enseignement, je crois pouvoir affirmer que, en matière de coopération universitaire, nous avons là un exemple de ce qu'il faudrait faire un peu partout dans le monde. En effet, nous nous adossons sur un partenaire public et solide qui assure entièrement l'investissement et 85 % des dépenses de fonctionnement pour aboutir aux résultats dont nous venons de parler, et ce, il ne faut cesser de le rappeler, dans un pays non francophone. De surcroît, les étudiants paient leurs frais d'inscriptions au tarif public, avec un système de bourses et de logement pour les moins aisés, notamment assurés par la Fondation Galatasaray pour l'enseignement, dont on ne soulignera jamais assez l'excellence du travail qu'elle effectue en permanence et en toute discrétion. Il y a là un rapport « qualité/prix », comme on le dit si bien aujourd'hui, qui est vraiment plus que satisfaisant, et ce, autant pour nos partenaires turcs que pour la partie française.

*Propos recueillis par  
Sophie Clément*

## La Turquie a perdu un grand ami en Belgique



\*Erçüment Tezcan

Comme vous pouvez le comprendre par le titre je voudrais vous faire part d'une grande perte au nom de la Turquie, perte dont la presse n'a pourtant que peu parlé. L'ami des Turcs, l'Italien Alessandro Missir di Lusignano et son épouse belge Arianne Lagasse de Loch, ont été tués par un voleur dans leur villa de Rabat. Lusignano travaillait depuis 1991 à la Commission européenne comme haut fonctionnaire responsable des critères politiques de la Turquie. De plus, d'après ce que M. Haluk Payashoğlu a écrit dans *Journal Hakimiyet de Bursa*, « il avait été question il y a deux ans de la nomination de Lusignano en tant que Représentant de la Turquie auprès de la Commission de l'UE, mais cela n'a pas eu lieu ».

Lusignano, qui avait 39 ans, était originaire d'une famille levantine d'Izmir. Il était le fils du beau-frère de Jak Galiko, président du Conseil d'administration de l'Union des exportateurs de cuir de la région égéenne. À proprement parler, il exerçait la profession de son père, celui-ci ayant déjà travaillé de longues années à la Commission européenne. M. Payashoğlu indique que Lusignano n'avait pas rompu ses liens avec la Turquie et qu'il possédait

même à Buca une maison appartenant à son père. Toute la Turquie avait eu la possibilité de suivre Lusignano sur les écrans de NTV car il s'exprimait très bien en turc. Il était également connu comme la personne qui avait convaincu Gunter Verheugen, membre de la Commission chargé de l'élargissement, au sujet de la Turquie. Lusignano avait été récemment nommé à la représentation du Maroc auprès de l'UE. Mais Lusignano n'avait pas fait que cela pour la Turquie. Il faut rappeler également qu'il faisait partie des experts qui ont estimé, dans la recommandation de la Commission datée du 6 octobre 2004, que « la Turquie a suffisamment satisfait aux critères de Copenhague ». J'avais eu la chance de le rencontrer à l'occasion de la parution d'un article dans une revue de droit intitulée *Journal des tribunaux – Droit européen* publiée à Bruxelles. Et lorsque j'ai appris par la suite que Lusignano était l'ami des Turcs, mon respect pour son travail et pour sa personne est allé en grandissant. Finalement, je voudrais, à cette triste occasion, espérer qu'à l'avenir, la Turquie trouve en Europe des amis aussi sincères que Lusignano. Il va réellement beaucoup manquer à la Turquie !

*\*Erçüment Tezcan  
Maître de conférence à l'Université de Galatasaray  
Département des relations internationales*

# GeoPost Yurtiçi Kargo : une réussite franco-turque



Semih Altuğ Eric Vincent

Notre partenaire depuis le début, ils sont pour beaucoup dans le développement de notre journal. Nous avons rencontré Eric Vincent, directeur pour la région des Balkans de GeoPost et Semih Altuğ, directeur opérationnel chez Yurtiçikargo qui nous présentent cette société mixte franco-turque, cette réussite commerciale qu'est GeoPost Yurtiçi kargo, et nous parlent de leur collaboration et leur projets d'avenir.

## Eric Vincent : l'expérience de l'international

**Quelle est votre activité en Turquie ?**  
GeoPost Yurtiçi Kargo est spécialisée dans la distribution internationale de colis express et rapides, au départ et à destination de la Turquie. C'est donc un gestionnaire de réseaux de colis, qui s'appuie sur le réseau local de Yurtiçi Kargo en Turquie et sur les réseaux Chronopost et DPD de GeoPost, filiale de la Poste française. Nos clients sont principalement des entreprises turques qui échangent des petits colis (jusqu'à 30 kg) avec l'étranger, et qui ont besoin d'un service rapide et de qualité pour la livraison chez leurs propres partenaires ou leurs clients.

**Quel est le montant de vos investissements en Turquie ?**

Au stade actuel, ils sont relativement limités, puisqu'ils s'élèvent seulement à quelques centaines de milliers d'euros. Mais il faut savoir que le secteur des colis internationaux n'est pas fortement mobilisateur de capitaux, puisque nous fournissons un service et que l'essentiel de nos actifs, bâtiments, véhicules, matériels informatiques, peuvent être loués. Ceci dit, il est évident que nos investissements progresseront avec le développement de notre activité, qui est encore jeune, et nous sommes bien décidés à accompagner par nos investissements le développement de nos clients internationaux, comme nous le faisons partout en Europe.

**Pouvez-vous nous parler du secteur de la poste en Turquie ?**

Historiquement, la Poste turque a toujours entretenu d'excellentes relations avec la

Poste française, qui est notre maison-mère. Cette coopération continue, dans le secteur du courrier ou des colis postaux par exemple. Mais il faut savoir que GeoPost Yurtiçi Kargo n'est pas positionnée directement sur ces marchés, puisque nous répondons à des besoins beaucoup plus pointus, et aussi plus coûteux, que ceux de la clientèle des postes.

**Comment analysez-vous la situation économique de la Turquie ?**

Depuis plusieurs années, la situation économique s'améliore de façon spectaculaire en Turquie, avec des taux de croissance inégalés dans les pays européens comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou le Benelux, qui forment la base historique de GeoPost et encore l'essentiel de son activité. Nous voyons aussi le développement de l'investissement d'origine étrangère, qui est un bon indicateur de la confiance des grandes sociétés internationales dans la situation économique de la Turquie. Ces grandes sociétés sont nos clientes partout en Europe, et nous nous devons d'être présents en Turquie pour les accompagner dans leur développement.

**Pouvez-vous nous parler de vos futures activités et projets en Turquie ?**

Nous avons de nombreux projets, avec beaucoup de nouveaux services et outils pour faciliter l'accès de nos clients à notre offre. Savez-vous par exemple que vous pouvez expédier un colis express international au départ de n'importe quelle boutique Yurtiçi Kargo de Turquie ? Il y en a près de 600, sur tout le territoire ! Nous lançons aussi des services d'expédition de colis par route à destination de l'Europe, en liaison avec le réseau DPD de GeoPost, premier réseau de colis en Europe avec 1,3 million de colis par jour. Nous travaillons aussi, par exemple, à l'amélioration du service vers certains pays en particulier, pour répondre à la demande turque. C'est le cas notamment vers la Russie, où nous pouvons pleinement profiter du fait que GeoPost et Yurtiçi Kargo possèdent ensemble la société Armadillo, une entreprise connue de livraison de colis et de fret, acquise en 2004. Mais notre entreprise GeoPost Yurtiçi Kargo ne se cantonne pas aux frontières de la Turquie. La Turquie a une grande influence dans la zone des Balkans et des pays CIS, et nous avons fait le choix stratégique de nous appuyer sur notre partenariat avec Yurtiçi Kargo pour prendre pied en Bulgarie et en Roumanie, où nous avons créé des sociétés de colis internationaux en 2004. Nous avons aussi ouvert une nouvelle filiale au Kazakhstan cet été. Vous voyez que ce ne sont pas les idées ni les projets qui nous manquent !

**Que pensez-vous de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?**

Il est évident que nous sommes favorables à tout rapprochement des économies européenne et turque, car toutes les barrières qui perdurent aujourd'hui, douanières par exemple, compliquent la vie des entreprises et entravent le développement et la prospérité des échanges. La Turquie s'en trouverait renforcée, tant dans sa place réelle dans l'économie mondiale que dans son rôle de pôle de stabilité dans la région.

**Pensez-vous que les entreprises françaises en Turquie vont délocaliser vers la Chine dans les prochaines années ?**

Je ne le crois pas. Le vrai risque se situe plutôt au niveau de la sous-traitance locale, avec des acheteurs étrangers qui se détournent vers des pays à main-d'œuvre à plus bas coût. Mais les entreprises françaises implantées en Turquie sont d'abord là pour servir le marché turc, qui présente à lui seul de nombreux atouts, et en premier lieu sa taille et son dynamisme.

Propos recueillis par Mireille Sadège



GeoPost, la branche colis de La Poste, a créé en 2003 une filiale commune avec Yurtiçi Kargo pour opérer dans la grande zone d'influence de la Turquie. Le partenariat est de 51 % pour GeoPost et 49 % pour Yurtiçi Kargo qui est leader sur le marché du colis en Turquie. L'idée était de créer une société commune qui, dans un premier temps, exercerait son activité d'import-export de colis entre la Turquie et les différentes sociétés du groupe GeoPost.

## Semih Altuğ : un directeur jeune et dynamique



**Êtes-vous satisfait de votre choix d'investissement en créant cette société mixte ?**

Oui, les deux parties ont apporté les capitaux nécessaires à la création

de la société et l'investissement a pu commencer. Les problèmes économiques vécus par la Turquie depuis 2001 ont retenti sur nous comme sur toutes les sociétés qui sont dans les affaires internationales, l'import-export ou le transport. Nous avons surmonté cette épreuve. Actuellement, nous n'avons pas de problème majeur provenant de notre associé ou des problèmes économiques européens. Mais comme nous vivons ici et vendons nos produits ici, nous sommes influencés par ce qui se passe dans l'économie locale.

**Vous êtes-vous demandé : « Comment allons-nous travailler avec des Français, leur mentalité au travail est-elle comme la nôtre ? » De plus, la Turquie et la France ont parfois des désaccords politiques...**

Les soucis politiques entre les deux pays n'ont pas eu d'effet direct sur notre travail. Pardonnez-moi l'expression mais nous « ne nous occupons que de nos affaires. » Le fait que le côté français et le côté turc s'occupent seulement de leurs affaires et qu'ils aient adopté des politiques souples réciproques a joué un rôle important dans cette affaire. Ainsi, quand les deux partenaires, l'un de culture turque et l'autre de culture française se sont retrouvés, il n'y a eu aucun problème. Dans une ambiance souple et tolérante, les premiers fruits de notre coopération ont été recueillis, puis la société a été créée.

**Un habitant d'Ağrı peut-il envoyer un colis vers la France ou l'Allemagne ? Cela ne pose aucun problème.**

**Votre union avec GeoPost a-t-elle**

**amené une augmentation de volume dans vos affaires ?**

Oui, sans aucun doute. Nous faisons déjà des envois vers l'étranger avant 2002, mais nous devions sous-traiter. N'ayant pas un associé comme GeoPost, nous traitons avec d'autres sociétés. On peut dire que nous étions un de leurs bons clients. Bien sûr, depuis cette époque, les choses ont bien changé. Si nous comparons notre activité à celle de l'année précédente, on peut parler d'une augmentation de l'ordre de 300 %.

**Cette augmentation est-elle en volume ou en chiffre d'affaires ?**

En chiffre d'affaires, mais il y a forcément un lien avec une augmentation du volume transporté.

**On sait qu'en Turquie les prix peuvent augmenter sans que les volumes changent.**

Le contraire est possible aussi : votre activité augmente mais votre revenu stagne.

**Les données internationales comme une brusque hausse du cours de dollar ou de l'euro se répercutent-elles vite dans votre activité ?**

Nous y sommes directement sensibles et, lorsqu'il y a une fluctuation dans les cours, nous ressentons vite, par le mouvement des cargos en Turquie et aussi le trafic maritime international, si le volume des affaires est en train de se réduire ou d'augmenter.

**Par exemple, je veux envoyer un colis en France ; si l'euro augmente aujourd'hui, votre prix augmente-t-il aussi ?**

Non nos prix sont fixes, ils ne changent pas. Lorsque le cours change, nous ne modifions pas nos prix. Si le tarif pour votre envoi était 20 euros, il reste 20 euros. Bien entendu, l'équivalent des 20 euros en livres turques va suivre le cours et la personne qui compte en livres turques et qui paie en euros devra dépenser davantage de livres turques. C'est le cas dans le monde pour toutes les transactions en devises.



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr  
0212 455 4 455

# La crise de la noisette sur le marché des produits agricoles



\*Selda Atik

La Turquie a obtenu ces 20 dernières saisons un revenu de 14,7 milliards de dollars en exportant 3,8 millions de tonnes de noisettes. Alors que le record turc d'exportation de noisettes date de la saison 2001-2002 avec une quantité de 255 900 tonnes, c'est l'année dernière, en 2005-2006, que les noisettes ont généré le revenu le plus élevé pour une saison avec un montant de 1,9 milliard de dollars. La Turquie fournit approximativement 75 % du marché mondial des noisettes. Tous ces chiffres suffisent à expliquer l'importance de l'influence de la noisette sur le marché des produits agricoles et ce rôle est toujours d'actualité.

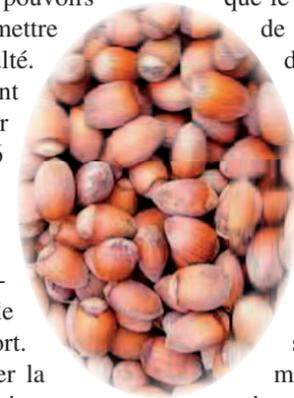
L'organisme le plus important dans le négoce des noisettes, l'Union des coopératives agricoles de vente de noisettes, (Fiskobirlik) a été créé en 1938 et l'État effectue des achats d'intervention depuis 1964. Toutefois, pour permettre cette année à l'Office des récoltes agricoles (Toprak Mahsulleri Ofisi - TMO) de faire des achats de noisettes, le « décret relatif aux noisettes » a été approuvé par le Conseil des ministres. À ce point-là, quelles qu'en soient les raisons, la réalité est que l'on fait

marche arrière, renonçant au développement d'une politique économique visant à l'expansion de l'économie de marché dans tous les secteurs, y compris l'agriculture, c'est-à-dire que l'on revient à un système basé sur le soutien de l'État, voire l'interventionnisme étatique. Le fait de transférer le pouvoir de la Fiskobirlik à l'Office des récoltes agricoles (TMO) est une nouvelle incursion de l'État dans le domaine d'autonomie des Coopératives d'agriculture et de vente. Le prix du kilo de noisettes est estimé à 4 YTL cette année par le TMO. Par ailleurs, le coût de production de ce même kilo de noisettes est indiqué comme étant 3,40 YTL et on s'attend à ce que les producteurs fassent des ventes presque à prix coûtant. Étant donné que le prix annoncé reste considérablement bas par rapport au prix de 7,4 YTL donné en même temps par Fiskobirlik en 2005, les réactions ont été nombreuses. À ce stade, il faut préciser deux choses : tout d'abord, rappelons que Fiskobirlik a toujours une dette de 160 millions de YTL envers les producteurs, suite à l'exagération des prix de 2005, et qu'elle se retrouve dans une situation difficile. La deuxième est que la fixation des prix de 2006 quasiment à la hauteur des coûts de production a entraîné les producteurs dans une situation finan-

cière très difficile. Certes en harmonie avec les prix mondiaux, ce prix aurait pu être reconsidéré par les pouvoirs publics, de façon à ne pas mettre les producteurs en difficulté. L'indice le plus important pris en considération pour déterminer les prix de 2006 a été les revenus de l'exportation. Grâce à ce prix fixé, on veut satisfaire les acheteurs étrangers et les exportateurs, et voir augmenter le chiffre d'affaires à l'export. La Turquie, qui fait débiter la saison d'exportation de noisettes chaque année le 1<sup>er</sup> septembre, exporte principalement vers les pays de l'UE, vers les pays européens hors de l'UE, vers les pays d'Outre-mer, et enfin vers les autres pays. Dans les périodes où le prix de la noisette est fixé à un niveau élevé, alors que le chiffre d'affaires à l'exportation augmente, on observe que l'acheteur étranger s'oriente vers la recherche de nouveaux produits du fait de ses nombreuses hésitations. Toutefois, ceci va être vécu comme une injustice par les populations des régions productrices, voire les mettre en colère. En effet, les producteurs, qui équilibrent difficilement les coûts de production et ne vivent que de la noisette, vont voir chuter leur production de noisettes et leurs revenus tirés de l'exportation, alors que

l'on prévoit une augmentation de l'export dans les années à venir. De plus, sachant que le TMO doit intervenir sur l'achat de céréales – sous la surveillance du FMI – on s'interroge sur une éventuelle intervention de sa part dans le domaine de la noisette. Parmi les nombreuses solutions proposées par toutes les Chambres professionnelles concernant ce sujet, la Chambre des ingénieurs agricoles suggère de mettre en place un système permettant de retirer du marché les produits en surproduction pour favoriser la consommation intérieure et de rechercher de nouveaux marchés en accordant à Fiskobirlik – qui est une institution autonome – des crédits du Fonds de stabilité des prix, organisme d'État. Par ailleurs, une autre proposition serait d'exporter la noisette non en tant que matière première mais après traitement et transformation. Avec cette solution, on augmenterait la valeur ajoutée de la noisette et, de plus, alors que le niveau des exportations turques s'élèverait, on fournirait à la Turquie un moyen tout à fait réalisable de mettre en place une structure industrielle lui permettant de jouer un rôle déterminant sur un marché mondial dont elle détient déjà 75 % de la matière première.

\* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe



La Turquie fournit approximativement 75 % du marché mondial des noisettes.

## Le secteur du football en Turquie



\*Eda Bozköylü

Cette année, l'Allemagne nous a offert une organisation inoubliable à l'échelle mondiale : celle de la Coupe du Monde 2006. On estime que les revenus de cette organisation en additionnant les entrées, les droits de retransmissions télévisées et les sommes des parrainages publicitaires ont atteint 2,1 milliards d'euros (2,7 milliards de dollars). On suppose que les revenus pour la saison 2004-2005 des clubs des cinq principaux pays du football mondial (Angleterre, Allemagne, Italie, France, Espagne) sont environ trois fois plus élevés que cette somme. Toutes ces données font apparaître que le football est devenu un secteur commercial qui détermine les modèles de consommation les plus répandus de nos jours et que celui-ci

créé une demande comme ne pourrait sans doute le faire aucune industrie. De nos jours, les footballeurs qualifiés de « superstars » suscitent beaucoup plus d'intérêt que les politiciens. Les matchs de la Coupe du Monde, en attirant l'attention de tous les milieux vers la télévision à l'échelle mondiale, battent des records d'audience. Les journaux spécialisés dans le football publiés dans les pays européens et les pays d'Amérique latine sont classés en tête de liste des plus fortes ventes. Le fait que l'on projette partout dans le monde de construire des stades de plus en plus grands, que des footballeurs soient achetés des fortunes et que les billetteries et les droits de retransmission se chiffrent en millions de dollars nous montre à quel point le football a changé d'identité. Si l'on analyse l'évolution du football ces dernières années, on constate que celui-ci glisse désormais vers

des significations et des notions qui s'éloignent de plus en plus de l'amour du sport. C'est une réalité indéniable que la lutte pour prendre sa part de ce gâteau qui atteint dans le monde quasiment 500 milliards de dollars et devenir une marque ou un nom mondialement reconnu est chaque jour plus âpre.

### L'argent du football turc

L'histoire du football en Turquie remonte aux années 1900. Ce sport, qui a été pratiqué les toutes premières fois à Istanbul et à Izmir, a très vite suscité l'intérêt de la population, et des clubs sportifs se sont rapidement fondés les uns après les autres. Une fois cette organisation mise en place, les rencontres ont pu avoir lieu, d'abord à l'échelle du pays puis à l'échelle mondiale. Le football a atteint son point culminant en Turquie dans les années 1990 : le Club sportif de Galatasaray s'est fait mondialement remarquer d'abord en 1994 en battant l'équipe anglaise du Manchester United dans la Ligue des Champions. Ensuite, en remportant la victoire sur Arsenal en Coupe de l'UEFA 2000, il a apporté la coupe de l'UEFA à la Turquie puis, en battant le Real Madrid, la Super Coupe. Par ailleurs, notre équipe nationale A se faisait également remarquer dans cette période, participant à la phase finale de la Coupe du Monde pour la deuxième fois en 2002. Le monde entier a alors pu découvrir le football turc, notre équipe remportant la médaille de bronze du tournoi le plus prestigieux, en gagnant sur un score de 3 buts à 2 contre la Corée du Sud. De nos jours, les sommes générées par le



football en Turquie atteignent 500 millions de dollars. Dans le tableau ci-contre, figurent les différents éléments qui assurent des revenus au secteur du football et la part de chacun dans ce secteur. Si l'on tient compte des données ci-dessus, il apparaît que parmi ces revenus, l'élément le plus important est constitué des droits de retransmission en direct avec 30 %. Par ailleurs, l'autre élément important de revenus, classé deuxième avec une part de 16 %, est les parrainages publicitaires, tandis que les revenus provenant de la billetterie ne sont plus que de 13 %. Par ailleurs, parmi les autres éléments de revenus, 22 % proviennent des dividendes des sociétés commerciales de football, des revenus de la vente de produits à logo, des revenus du merchandising, ainsi que des donations et des dons. De nos jours, le football turc est à un point où les directeurs techniques travaillent, où des footballeurs sont présents dans les meilleures équipes du monde, où les cadres techniques ont un excellent niveau, où il a trouvé sa place dans le sport international, où il vise d'importantes réussites et où il a beaucoup d'espoir dans l'avenir.

Eda Bozköylü, journaliste

### L'argent du football turc

Droits de retransmissions télévisées	139	30 %
Vente des droits du nom « Super Ligue »	20	4 %
Revenus des tribunes	58	13 %
Revenus de parrainage	75	16 %
Publicité à l'intérieur des stades	55	12 %
Vente des droits du nom « Coupe Fortis de Turquie »	13	3 %
Autres revenus	100	22 %
TOTAL (en millions de dollars)	460	100 %

# La politique européenne de la Turquie

(Suite de la page 1)

tefois, nous ne doutons pas que nos efforts persévérants et la coopération des membres de l'UE nous aideront à franchir les difficultés que nous rencontrerons éventuellement au cours de ce processus.

L'adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE produira incontestablement d'importants bénéfices aussi bien pour la Turquie que pour l'UE. La Turquie trouvera le moyen de renforcer ses intérêts politiques et économiques grâce à cette adhésion à l'UE, qui sera pour la Turquie l'aboutissement naturel de ses 150 ans d'efforts de modernisation, qui connaîtront une nouvelle impulsion avec le soutien et les contributions constructives de

l'UE. La Turquie, par sa situation géopolitique particulière, permettra à la politique extérieure et de sécurité commune européenne de prendre une nouvelle dimension, et acquerra ainsi, en accroissant son influence dans le champ de la politique extérieure, une position et une voix plus fortes, en tant que membre de l'UE dans sa région. L'appartenance entière à l'UE contribuera aussi au développement de la Turquie du point de vue économique. Le marché concurrentiel qui se formera dans la production de biens et de services grâce à cette appartenance, avec l'évolution technologique et la recherche de qualité qui s'ensuivront, jouera un rôle important pour appuyer les efforts de développement du pays. L'UE, pour sa part, profitera grandement, dans son accès au statut d'acteur mondial, de l'adhésion turque.

Les avantages que procurera à l'Union l'adhésion de la Turquie sont directement liés à la vision que l'UE a du futur. Cette adhésion permettra de conserver la paix et la stabilité en Europe, et donnera aussi la possibilité de répandre les valeurs européennes dans la région et même au-delà. La participation de la Turquie à l'Union aura d'ailleurs un effet d'approfondissement des relations extérieures de l'UE. Dans l'avenir, l'UE, ne se contentant pas d'être une organisation régionale fermée sur elle-même, à l'action mondiale limitée et d'une portée stratégique

ne dépassant pas les frontières de ses États-membres, pourra utiliser son poids économique, diplomatique et militaire pour peser dans la résolution des problèmes mondiaux. La Turquie pourra apporter une contribution considérable dans ce domaine.

Par ailleurs, l'adhésion à part entière de la Turquie constituera une réponse efficace aux affirmations selon lesquelles il existerait un conflit entre les mondes chrétien et musulman. Avec sa population jeune et dynamique, la Turquie, en adhérant pleinement à l'UE, apportera à l'Europe un avantage dans la concurrence entre les blocs économiques mondiaux. La Turquie

se réjouit de vivre le large éventail de ses relations avec l'UE en ayant le statut de pays-candidat engagé désormais dans les négociations. Le processus d'examen conduit depuis un an de manière systématique s'est achevé avec succès et il y a même un chapitre où les négociations engagées ont été provisoirement closes. Pendant la présidence finlandaise, nous espérons la clôture provisoire d'au moins un autre chapitre des négociations.

Le processus d'examen nous a apporté des expériences utiles : nous avons eu la possibilité de mieux constater nos lacunes dans notre législation et dans sa mise en application. Avec les feuilles de route que nous avons préparées à la lumière des réunions d'examen, nous visons à dépasser ces lacunes le plus rapidement possible. Dans la période prochaine, nous sommes persuadés que l'ouverture de nouveaux chapitres des négociations donnera à nos efforts d'harmonisation une impulsion plus forte. La Turquie continuera à assumer de façon décidée les obligations qui découlent

de son processus d'adhésion. Dans cette perspective, nos efforts de réforme politique et économique vont se poursuivre avec la même volonté. Notre gouvernement a fait, à l'évidence, des pas décisifs ces dernières années pour transformer la Turquie. Il est fort peu de pays au monde qui aient connu une

transformation aussi rapide et substantielle que la Turquie et peu de gouvernements qui aient à leur actif une réforme aussi rapide.

Je suis attristé par les critiques qui courent dans certains milieux ces derniers temps, et selon lesquelles le processus de réforme se ralentirait et notre gouvernement aurait perdu de son enthousiasme pour l'UE. C'est à mon sens une grande injustice que d'adresser ces critiques à notre gouvernement qui a mis en œuvre des réformes de la plus haute importance, qu'on pourrait qualifier de « révolution silencieuse ». Nous n'avons pas dévié d'un pouce dans notre orientation européenne. Notre gouvernement, nos institutions et notre peuple sont totalement fidèles à l'objectif d'une adhésion entière à l'UE et nous poursuivons nos efforts de réforme avec détermination, confortés par le processus de négociation. Avec les dispositions légales et administratives que nous sommes en train de mettre en œuvre, nous attendons des avancées importantes dans des domaines tels que les principes

de transparence et de comportement éthique, et des progrès notables vont être faits en vue de développer la bonne gouvernance et la transparence, et de rendre plus efficace la lutte contre la corruption.

Nous devons admettre que la mise en application du processus de réformes prendra du temps. D'ailleurs le processus en cours en Turquie ne porte pas seulement sur la transformation des lois, mais aussi sur celle des mentalités. Notamment en ce qui concerne la mise en pratique, on peut toujours se trouver face à des cas particuliers. L'harmonisation selon les critères politiques de Copenhague n'est pas l'affaire d'un jour et ce sont toutes les couches de la société qui doivent s'imprégner de ces réformes.

Notre objectif est d'atteindre des normes et des standards modernes qui puissent satisfaire tout le monde, d'établir un système juridique juste, et de le mettre en œuvre de la meilleure façon possible.

Il faut conduire ces négociations en restant fidèles aux principes d'harmonisation, en évitant toute immixtion de sujets politiques. Il ne faut pas utiliser contre le processus d'adhésion des questions politiques qui lui seraient étrangères. Ce point vaut



particulièrement pour la question chypriote. D'ailleurs, à Chypre, c'est la partie turque qui cherche à trouver une solution.

Nos relations avec l'UE ont une importance stratégique mondiale et plusieurs pays du monde en suivent la marche de près. La Turquie est décidée à poursuivre sa contribution à la paix mondiale en étant un point de stabilité dans sa région. Les membres de l'UE doivent replacer la question chypriote dans une perspective plus large car attendre des concessions unilatérales de la Turquie en s'appuyant sur l'UE ne serait d'aucune utilité pour résoudre le problème.

Pour notre part, nous agissons en considérant que nos relations avec l'UE sont un processus conduit entre partenaires. Nous

*L'élargissement de l'UE ne peut réussir à se poursuivre qu'à condition que toutes les parties concernées montrent la même volonté politique.*

montrons la volonté politique nécessaire le plus nettement possible, avec le sens de la responsabilité historique que ce parcours demande. Cependant, l'élargissement de l'UE ne peut réussir à se poursuivre qu'à

condition que toutes les parties concernées montrent la même volonté politique.

De nos amis européens, j'attends, en cette période critique que traverse le monde, qu'au lieu de se faire des idées fausses en partant d'événements particuliers, ils portent le regard le plus large possible sur le parcours de notre pays. Dans le processus de transformation en cours en Turquie, nous sommes en droit d'attendre de nos partenaires européens qu'ils encouragent le peuple turc dans son appui à notre gouvernement qui continue d'accomplir des pas historiques. La Turquie est décidée à mener à bonne fin ce processus dans lequel elle s'est engagée dans la perspective d'une adhésion pleine et entière.

Je suis convaincu que nos partenaires européens et la communauté turque résidant en Europe feront tout pour contribuer au bon déroulement de ce processus d'adhésion.

Premier ministre de la République de Turquie  
Recep Tayyip Erdoğan

DROIT AU VOYAGE ?

# oui!

## Turquie Réveillon 1001 nuits à Istanbul\*\*\*

# 489€\*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

dans votre agence de voyages ou

[www.marmara.com](http://www.marmara.com)

☎ 0892 161 161

**Marmara**  
Droit au voyage

# Un vrai écrivain de best-seller – « Ces Téméraires Turcs » (Şu Çılgın Türkler)



Turgut Özakman

*Nous avons demandé à Turgut Özakman, auteur du livre « Ces Téméraires Turcs » qui raconte la Guerre d'indépendance à la manière d'un roman d'aventure, facile à lire et avec des détails inédits, pourquoi son livre a fait autant de bruit et ce qu'il a voulu raconter au lecteur.*

**Votre livre a beaucoup de succès. Vous y attendiez-vous ? Quel était votre objectif en l'écrivant ?**

Au début, je voulais décrire la Guerre d'indépendance à la façon d'un livre scientifique. Mais lorsque j'ai vu que mes enfants et les autres jeunes terminaient le lycée avec des informations incomplètes, erronées, j'ai voulu qu'ils sachent la vérité, qu'ils aient un réflexe historique, une identité et j'ai décidé d'écrire ce livre comme un roman et j'ai cherché longtemps la fiction la plus adaptée. J'ai voulu apporter ma modeste contribution à ce sujet. J'ai écrit le livre en trois ans. À ce moment-là, quand l'éditeur a demandé combien il pourrait y avoir d'éditions, j'avais pensé à cinq ou six éditions. Je savais que le peuple avait faim de mieux connaître son histoire mais je ne savais pas à quel point. Un mois et demi après sa sortie, l'éditeur devait louer trois imprimeries pour satisfaire la demande.

**Vous dites que « les trente dernières années de la Turquie ressemblent aux dix dernières années de l'Empire ottoman » et vous signalez un danger, pourquoi ?**

Le fait que les intellectuels restent loin des problèmes du pays, qu'ils soient sous l'influence de l'Occident et se comportent comme les représentants de certains courants occidentaux, qu'ils contribuent consciemment ou inconsciemment aux jeux qu'on veut jouer en Turquie, l'ab-

sence de réflexe et d'identité du peuple, l'absence de position nationale, tout ceci augure de la fin d'un régime politique et social. Il est très préoccupant de vivre une telle situation dès la cinquantième année d'une république. Cette situation ne s'est pas créée d'elle-même, elle a été voulue. Regardez les manuels d'histoire de collège et de lycée : on n'y trouve que deux ou trois pages consacrées à la lutte nationale. Pourtant, il s'agit là de la première lutte au monde menée et réussie contre l'impérialisme. Toute cette histoire n'a pas été racontée aux enfants depuis les années 1950. On leur a donné à admirer d'autres leaders mais ils n'ont pas eu d'information sur leurs propres héros. À l'époque de l'Empire, le gouvernement d'Istanbul avait peur de l'Europe. On a empêché de raconter que les personnes qui étaient au pouvoir n'adoptaient que de temps en temps la politique du gouvernement d'Istanbul et que la lutte nationale était une révolution nationale contre le gouvernement d'Istanbul. En conclusion, depuis trente ou quarante ans, nos enfants ne connaissent pas la lutte nationale. Et comme ce sont ces mêmes personnes – ignorantes de leur

propre histoire – qui essaient de diriger la Turquie, cela ne marche pas. On se demande ensuite pourquoi il y a eu le 28 février, le 12 mars, ... L'État possède une philosophie de fondation. Lorsque le parti au pouvoir va à l'encontre de cette philosophie, il prend forcément des coups.

**Pourquoi dites-vous que l'histoire officielle ne raconte pas bien l'importance de la Guerre d'indépendance ?**

Depuis 1960, un travail de sape intensif pour minimiser Atatürk et réduire l'importance de la lutte nationale a été commis par de faux historiens. Ce sont les nostalgiques de l'Empire ottoman qui ont commandité cela, ceux qui veulent être du côté de l'Occident sans connaître l'histoire de l'Europe, ceux qui ont voulu créer leur propre système, ceux qui ont voulu nous laisser sans identité. Le fait de voir dans ces personnes des intellectuels respectés nous rend profondément tristes mais, à l'époque de l'armistice, on a aussi connu des intellectuels que l'on respectait et qui étaient adversaires de la lutte nationale

*La Turquie a pu accomplir toutes les réformes d'Atatürk rien qu'avec ses propres ressources.*

comme Cenab Şehabettin ou Ali Kemal. Car une identité nationale n'avait pas pris racine en eux. Şevket Süreyya dit d'Atatürk « même s'il n'avait rien fait, il aurait été un grand héros pour avoir délivré les Turcs du sentiment d'infériorité » ; je pense qu'en disant cela, Şevket Süreyya s'est trompé et qu'Atatürk n'a pas pu supprimer totalement ce sentiment d'infériorité. Ce sentiment s'est réveillé depuis une quinzaine d'années. Un de nos romanciers parle de la question arménienne et de la question kurde, mais il en parle sans rien y connaître, alors qu'un écrivain doit se comporter comme le témoin de son époque. Il n'a pas le droit de mentir, le mensonge n'est pas dans ses attributions, ce serait là aller contre l'honneur de son métier. Or il n'y a pas une telle conscience chez nous. On y trouve tellement de personnes qui parlent comme des spécialistes sans avoir lu quoi que ce soit ou alors un ou deux livres fantaisistes.

**Mais désormais on met en avant cette pensée « la globalisation ».**

Il y a aussi beaucoup de personnes qui disent cela chez nous. Mais citez-moi un seul État qui ait renoncé à être un État national. C'est un mensonge manigancé pour exploiter les États comme le nôtre, du Moyen-Orient, de l'Orient, un peu égarés. Désormais l'impérialisme ne vient plus avec des fusils et des canons, il vient avec un visage souriant. Comme les nations occidentales ont des surplus de production, elles doivent trouver des marchés, de la main-d'œuvre pas chère. Cela n'est possible qu'au moyen de l'exploitation. Est-ce que les États-Unis, l'Angleterre, la France peuvent ne plus être des états nationaux ? Lorsqu'une bombe a explosé à Londres, toutes les lois ont changé en 48 heures.

**Il semblerait qu'un des problèmes de nos politiciens soit de pas avoir assez de connaissances historiques...**

Si vous ne connaissez pas les événements, vous ne pouvez pas les comprendre. Nous devons d'abord connaître très bien notre histoire pour pouvoir en tirer les leçons. Dans notre histoire, on n'a pu compter que très peu de génies. Nous n'avons compris ni Mehmet II, ni Atatürk. Ces personnes anticipaient d'un ou deux siècles sur leur

époque. Atatürk disait dans son dernier commentaire « moi, je vous laisse comme testament l'esprit et la science. Quoi qu'il arrive, tu trouveras par ces moyens la voie de la délivrance. » Il était patriote mais pas aventureux, il était simplement réaliste.

**Retournons au sentiment d'infériorité dont vous avez parlé tout à l'heure. Certains traitements briment encore les Turcs, par exemple dans les démarches de visa...**

Nous n'avons pas de conscience historique. Si la Turquie avait demandé des visas dès le début de cette application, la situation ne serait pas devenue celle que nous vivons aujourd'hui.

**Vous avez voyagé en Anatolie. Il y aurait un danger de division à l'Est. Qu'en disent les Anatoliens ?**

Bien sûr, nos citoyens de l'Est ont des problèmes. Mais la division est uniquement une arme politique du PKK. Nos concitoyens d'Anatolie n'ont aucune envie de quitter la Turquie. Quitter son pays n'est pas chose facile. Une partie des Kurdes peuvent se plaindre de la gestion du pays, ils en ont le droit. Mais ceux qui veulent faire sécession sont une minorité et, de plus, ils ont d'autres plans. Un de mes grands-pères est kurde et ma grand-mère est tcherkesse. Nous avons grandi ensemble et nos traditions, nos fêtes se sont mélangées.

**Certains historiens pensent que les romans historiques peuvent faire dévier l'histoire et qu'il faut laisser l'histoire aux historiens. Qu'en pensez-vous ?**

Ils n'ont pas tort. Certains romans sur l'histoire ottomane me donnent la nausée, lorsque celui qui raconte n'arrive pas construire un cadre cohérent. Pour pouvoir écrire sur « la Guerre d'indépendance », il faut avoir au préalable mené des recherches sérieuses et documentées. Mais eux ne le font pas, on ne trouve qu'une pauvre histoire d'amour sur fond de « Guerre d'indépendance ». En vérité, ces romans inspirés de l'histoire sont très agréables à lire, l'homme occidental apprend l'histoire de cette façon et ces romans peuvent faire aimer l'histoire. Mais il faut qu'ils soient écrits dignement, sans exagération, bien présentés, que leur vérité soit indiscutable.

*Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan*

## Chypre, l'UE et Talat

(Suite de la page 1)

en direction de l'UE – ou plus exactement d'une partie du peuple turc et du gouvernement – et le soutien à cela de certains gouvernements européens, dérangent la Turquie et les Turcs de Chypre. Depuis 1974 les Chypriotes grecs ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre qu'il n'y aura pas de retour au passé. Le fait que des responsables de l'UE utilisent contre la Turquie les demandes déraisonnables et irréalisables des Chypriotes grecs est également à dénoncer. L'UE, l'AKP et la Grèce se sont ligüés pour renverser Denktaş et amener au pouvoir Mehmet Ali Talat et son équipe, plus à leur goût, tout cela pour faire accepter par Talat le plan Annan qui était refusé par Denktaş. D'ailleurs Talat et l'AKP s'y préparaient depuis longtemps. Toutefois, comme la partie grecque de Chypre connaît la nature faible des gou-

vernements au pouvoir en Turquie et à Chypre, elle demande à obtenir toujours plus et il ne s'agit que de cela. Si Denktaş était encore au pouvoir à Chypre et si des partis comme le CHP (Parti Républicain du Peuple), le MHP (Parti de l'Action Nationaliste) et le DYP (Parti de la Juste Voie) dirigeaient à Ankara, la Turquie n'aurait pas ces problèmes ; car la partie grecque de Chypre et l'UE auraient su qu'elles ne pouvaient rien obtenir et n'auraient formulé aucune demande en dehors de ce qui est raisonnable. D'un certain point de vue, il est possible de comprendre la partie grecque de Chypre et l'UE, mais l'attitude si peu déterminée de Talat et de l'AKP est suivie avec tristesse par l'opinion publique turque. Il fut un temps où Talat était dans les rangs de ceux qui considéraient l'armée turque comme une armée d'occupation.

Récemment, il a prononcé cette phrase bizarre : « Nous ne permettrons pas que Chypre soit le hors-d'œuvre de l'entrée de la Turquie dans l'UE ». Cette expression dont on ne comprend pas bien le sens, nous fait craindre un retour de Talat au gauchisme irresponsable et activiste. Les politiciens qui se réfugient dans le passé ne peuvent pas réussir à créer un nouvel ordre, ceci serait contraire à la nature des choses. Talat n'a pas été élu par le peuple turc de Chypre et l'AKP, l'UE et la partie grecque de Chypre l'ont fait élire par divers procédés et promesses. L'UE, l'AKP et la partie grecque de l'île veulent clore le plus rapidement possible le sujet de Chypre car des élections sont à l'horizon et Talat et ses hommes risquent de ne plus jamais pouvoir se retrouver aux affaires. Comme le gouvernement AKP a fait dès

le début toutes les concessions possibles au sujet du Chypre, il ne peut aller plus loin. Les ports et les aéroports turcs ne peuvent être ouverts aux navires et aux avions Chypriotes grecs tant que le blocus appliqué contre la République turque de Chypre du Nord n'est pas levé. Même le gouvernement AKP ne peut le faire et nos amis de l'UE doivent le comprendre. Comme la partie grecque de Chypre obtient sans cesse satisfaction, quoi qu'elle demande, cela est devenu une habitude et ils sont toujours à la recherche de nouvelles concessions. La partie grecque de Chypre a déjà reçu une grande récompense en étant admise à l'UE comme membre à part entière. Transformer cette récompense en cauchemar pour la Turquie, n'aurait d'utilité pour aucune des parties.

*\*Prof. Dr. Haydar Çakmak  
Professeur à l'Université de Gazi*

# Leyla Vekilli : trente ans de conversation avec Özdemir İnce

*Femme de caractère et brillante journaliste, Leyla Vekilli s'entretient avec l'écrivain et éditorialiste Özdemir İnce de la poésie, de l'écriture, de l'amitié et de ses liens avec la France.*



\*Leyla Vekilli

**Özdemir, certains disent que la poésie est une maladie de la jeunesse, d'autres comme Melih Cevdet Anday pensent que c'est une particularité d'expression propre aux peuples primitifs. Qu'en**

**penses-tu, toi ?**

Qu'est-ce que tu veux dire ? Tu veux dire « maintenant que tu as pris de l'âge, arrête la poésie » ? Mehmet Cevdet disait que le moyen d'expression des peuples modernes était la prose. Je pense que c'est une opinion qu'il faut expliquer, sinon elle risque d'être trompeuse. Elle peut induire les gens en erreur car ils risquent d'en conclure : « plus les hommes s'éloignent de la poésie, plus ils deviennent civilisés » et la civilisation est aussi en contradiction avec la notion de perfection. Parce qu'il y a la poésie...

**Qu'est-ce que ça veut dire « il y a la poésie » ? La poésie n'est-elle pas une création, une production, littéralement un acte individuel ?**

La poésie existe vraiment : elle existe comme un organe dans le corps humain, comme les éléments de la nature. Le poète est une personne qui découvre, met à la lumière du jour et travaille la mine de poésie. D'une certaine façon c'est « un sourcier », c'est-à-dire celui qui sonde la terre avec sa baguette et indique la place d'une source pour creuser un puits. Le poète n'a jamais changé par rapport à cet aspect.

**Tu es très en colère lorsqu'on t'appelle « traducteur », mais tu as fait beaucoup de traduction depuis des années...**

Un traducteur qui se borne à faire seulement de la traduction ne travaille pas pour lui-même. Les partisans de la science de

la traduction disent qu'il y a une création dans la traduction et c'est souvent une possibilité offerte au traducteur. Si un poète traduit un autre poète, il délivre en même temps un message signifiant « lisez-moi avec les poètes que je traduis » mais il ne fait pas que ça. Par exemple, mon acte de traduction ressemble à décorer une maison or il manque parfois des meubles à cette maison, comme une table, une armoire, une chaise... Pour cette raison, j'ai traduit Aloysius Bertrand, le comte de Lautréamont, Arthur Rimbaud, tout ce que les deux premiers ont écrit et seulement les poèmes en prose d'Arthur Rimbaud. Ses poèmes comme « le Bateau ivre » et les autres sont bien mais ceux qui sont révolutionnaires pour la poésie sont ses poèmes en prose. J'ai traduit d'autres poètes ; avec mes amis grecs j'ai traduit Cavafis, Seféris et Ritsos. Car il y avait, dans la maison de la poésie turque, des meubles manquants. J'ai voulu les mettre à leur place. À la table Cavafis, on mange très bien, le fauteuil Seféris est très confortable... Un simple traducteur ne peut pas avoir le souci de décorer une maison, il ne doit pas l'avoir.

**Tu es un éditorialiste qui écrit cinq jours par semaine dans le journal**

**Hürriyet. Lorsque tu as commencé à écrire on a dit « maintenant Özdemir est en difficulté ». As-tu vraiment des problèmes ?**

Être dans l'embarras signifierait ne pas pouvoir écrire de poèmes à cause du journal. Or il y a des gens qui n'arrivent pas à écrire, même sans faire mon travail, ou qui écrivent des poèmes de plus en plus mal. Moi, j'écris des poèmes. Lors de ma deuxième année à Hürriyet, j'ai un peu pataugé car, la première année, j'avais des poèmes à corriger. Quand ils ont été publiés, je n'ai pas pu écrire de poème pendant un an. Désormais, six mois par an, entre avril et octobre, je quitte Istanbul. Pendant ces six mois, tous les jours, de 4 heures à 8 heures du matin,

je travaille la poésie, certains jours j'écris des poèmes. Si je n'écrivais pas pour le journal, j'aurais sûrement perdu la raison. Mes maîtres dans la littérature française sont des écrivains comme Zola, Sartre ou Camus et je me considère comme leur représentant, poursuivant en Turquie leur tradition intellectuelle, un écrivain dans leur lignée. Un écrivain qui prend la parole et qui parle pour la société et les autres. Un de meilleurs exemples est Ahmet Mithat Efendi. Je suis un écrivain d'un journal républicain. Je me suis chargé de la mission d'être « l'écrivain républicain » depuis les années 1980. J'ai d'abord écrit dans des revues littéraires de nombreux articles et études qui ont été publiés plus tard en librairie. C'est une mission très stratégique que d'enseigner à la société, aux autres écrivains et aux politiciens la différence entre « cessez-le-feu » et « déposer les armes ». Défendre réellement la laïcité...

**Reçois-tu des visites dans ta maison de Gündoğan ?**

Comme tu le sais, nul ne peut trouver seul notre maison si je ne l'aide pas, si quelqu'un ne le guide pas. Cela s'est fait par hasard, ce n'est pas vraiment un choix de

*Je sais que mes articles attristent du côté français, mais tant que la France continuera cette politique de marchand de génocide, je continuerai à l'attrister.*

lieu délibéré. Certes, mes amis et écrivains turcs viennent rarement mais il en est de même quand je suis à Istanbul. J'ai fait tout ce que je devais faire à chaque âge de ma vie : j'ai mangé, j'ai bu, j'ai voyagé et j'ai écrit. Maintenant je mange moins, je voyage moins, je bois beaucoup moins, mais j'écris beaucoup plus. Cet été, trois amis sont venus me voir de l'étranger : au mois de mai André Velter, en juillet Adonis et, au début du mois d'août, le poète chinois Yang Lian qui vit à Londres avec sa femme romancière Yoyo, elle aussi chinoise. Ils sont tous restés deux ou trois jours. Ces visites nous ont rendus très heureux Ülker et moi, tout comme elles rendaient heureux nos visiteurs.

**Et tes relations avec la France ?**



Özdemir İnce

Je suis celui qui critique le plus sévèrement la politique turque de la France. Je sais que mes articles attristent du côté français, mais tant que la France continuera cette politique de marchand de génocide, je continuerai à l'attrister. La France, la langue et la littérature françaises sont mes amours éternelles, mes maîtresses. La France m'a attribué à plusieurs reprises des bourses d'études et je lui en sais de la gratitude. Je pense que « l'esprit » français doit être heureux qu'il en soit ainsi. La France m'a décerné le grade « d'officier dans l'Ordre des Arts et Lettres » et, cette année 2006, j'ai reçu le Prix Max Jacob pour mon recueil de poèmes « Mani est vivant » (aux Éditions Al Manar NDLR). C'est la première fois qu'un poète turc est récompensé par les Français et j'en suis très fier et très heureux.

**Combien de tes livres ont été publiés en France ou hors de France ? Et en d'autres langues ?**

Trois de mes livres ont été publiés. Il est impossible de trouver le premier car il est épuisé en librairie et le deuxième, « On meurt à moins », a été publié par la maison d'édition Saint-Germain-des-Prés. En dehors du français, j'ai des livres publiés en grec, en bulgare et en macédonien. Mes poèmes et articles ont été traduits en une vingtaine de langues.

**Je crois que tu es le seul Turc membre d'académies européennes...**

Je suis membre de l'Académie Mal-larmé en France, ainsi que de l'Académie européenne de Poésie dont le siège est à Luxembourg.

\*Propos recueillis par Leyla Vekilli, journaliste

## « La semaine de la Turquie en Europe » / « Turkey@Europe Week »

**Une semaine d'activités organisées par la TÜSİAD à Bruxelles, Paris et Berlin, pour célébrer une année de négociations d'adhésion avec l'UE. Au programme, des rendez-vous politiques de haute qualité, des concerts de musique classique et des événements culturels.**

À l'occasion de la conférence de la Fondation pour l'Innovation Politique sur le rôle de la Turquie dans le contexte des défis mondiaux auxquels l'Europe

est confrontée, Ömer Sabancı, Président de la TÜSİAD a réaffirmé sa confiance quant à une issue favorable des négociations d'adhésion de la Turquie.

En faisant référence aux problèmes politiques qui font actuellement débat au sujet des discussions d'adhésion de la Turquie à l'UE, M. Sabancı a déclaré que la Turquie avait surmonté des difficultés similaires et avait toujours réussi à maintenir le cap. « Il est aujourd'hui important que nous continuions à convaincre nos partenaires qu'ils ont un intérêt tout particulier à ce que la Turquie adhère à l'UE ». M. Sabancı a souligné que « notre prochaine bataille consisterait à conquérir les cœurs et les esprits des populations européennes. Nous sommes convaincus que c'est à travers une meilleure politique de communication que nous pourrions plaider la cause de la Turquie auprès de l'entité la

plus importante en l'Europe, à savoir, ses citoyens. » Il a ajouté également « même

si les acteurs politiques voient aujourd'hui de nombreux obstacles à cette adhésion, les entreprises, elles, n'y voient que des avantages ! Avec un PNB de 290 milliards de dollars, la Turquie est la 18<sup>ème</sup> puissance économique mondiale et aura un taux de croissance annuel de 6 % dans la prochaine décennie. Le dynamisme économique de la Turquie sera un excellent atout pour l'UE, ce qui ne doit pas être négligé. »

M. Sabancı a par ailleurs rappelé que la Turquie avait entrepris d'importantes réformes économiques, politiques et législatives, et avait fait des progrès significatifs dans les domaines des droits de la femme et de la protection de l'environnement, par exemple. Il a conclu que, étant donné la situation politique actuelle, le rôle de la TÜSİAD sera de travailler conjointe-

ment avec le gouvernement turc afin de s'assurer que la Turquie conserve cette économie dynamique et stable qu'elle possède aujourd'hui. Il a enfin déclaré que « la TÜSİAD continuera à assumer ce rôle afin que le processus d'adhésion reste sur la bonne voie ».

*De gauche à droite : M. Ömer Sabancı, Pdt de la TÜSİAD, Plantu, Piyale Madra, M. Kürşad Tüzmen, ministre d'État turc chargé du Commerce, Ümit Boyner et S.E. Osman Korutürk, ambassadeur de Turquie en France.*



Ömer Sabancı, Mireille Sadège



# La Turquie, l'Union européenne et les États-Unis



Egemen Bağış

*Nous avons parlé des relations entre la Turquie, l'UE et les États-Unis lors de l'entretien que nous a accordé Egemen Bağış, député AKP (Parti de la Justice et du Développement) d'Istanbul et conseiller aux Relations extérieures du Premier ministre. Il a été président de la Fédération des associations turco-américaines et est une des personnes qui connaissent et qui comprennent le mieux les États-Unis.*

**Quels sont les principes fondamentaux de la politique extérieure de la Turquie ? On a commencé à parler de politique extérieure pro-active. Quelle attitude nécessite exactement une politique extérieure pro-active ?**

Les principes fondamentaux de notre politique extérieure sont la paix globale, la paix régionale et les intérêts nationaux de notre pays ; nous n'avons jamais fait de concession jusqu'à présent sur nos principes et nous n'en ferons pas. Bien sûr, en faisant cela, nous n'avons jamais adopté une attitude intransigeante et de statu quo. Nous avons toujours adopté une attitude ouverte à toutes les opinions, les négociations et les nouveautés. La politique extérieure pro-active nécessite justement, dans ce cadre, une attitude d'initiative et de solution sans attendre le dernier moment. C'est à dire qu'en réalité c'est une politique très ambitieuse ; nous étions obligés, en tant que décideurs de l'avenir du pays, de prendre cette responsabilité pour notre Turquie.

**Que recouvre le Projet de Grand Moyen-Orient des États-Unis et quelle est l'importance de la Turquie dans ce projet ?**

Ce projet est destiné à éviter les actions fondamentalistes au Moyen-Orient et à mettre cette région sous le contrôle de la démocratie. Le Projet de Grand Moyen-Orient a également comme objectifs le renforcement de l'économie de marché dans la région, le renforcement des organisations non gouvernementales et le passage à une vie quotidienne plus régulière. Dans ce cadre, avec la démocratie, nous allons voir que les femmes seront plus puissantes dans la société et que la société civile sera encore plus renforcée. Aujourd'hui, nous voyons à quel point les actions fondamentalistes au Moyen-Orient nuisent à l'image de l'islam. Le meilleur moyen pour faire obstacle à l'oppression du peuple musulman de cette région et aux menées terroristes de certains groupes en utilisant ce peuple opprimé, c'est la démocratie. Le rôle de la Turquie dans ce projet,

c'est d'être une source d'inspiration pour les pays de la région, avec son identité laïque et démocratique.

**L'Irak du nord semble empoisonner nos relations avec les États-Unis. Pourquoi vit-on ce genre de problèmes avec les États-Unis ? Quelles sont l'importance des États-Unis pour la Turquie et celle de la Turquie pour les États-Unis ?**

Avant tout, chaque pays a une importance irremplaçable pour l'autre. Cela est incontournable. Comme cela a été le cas dans l'histoire, aujourd'hui et demain, les deux pays vont poursuivre leurs relations amicales comme une nécessité de leur partenariat stratégique. Bien entendu, il y aura parfois des divergences de vues entre ces deux pays et des hauts et des bas dans les relations, mais ils ne seront jamais de nature à nuire à l'essentiel des relations.

L'Irak du nord est un problème qui doit être étudié sous un angle tout à fait différent. Car si nous considérons le problème de la lutte contre le PKK, nous voyons à quel point ce problème a une base sensible. Bien sûr, l'opinion publique a des doutes sur l'importance des efforts des États-Unis dans ce domaine mais il faut reconnaître que ce problème est délicat et qu'informer l'opinion publique de chaque pas franchi pour la résolution du problème n'est pas toujours nécessaire. D'un point de vue historique, les États-Unis sont au premier rang des pays qui ont offert leur soutien à la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Le premier pays à reconnaître le PKK comme organisation terroriste a été les États-Unis. Ils ont été également le pays qui a convaincu plusieurs de nos

alliés européens de la nécessité de cette reconnaissance du PKK comme organisation terroriste. Mais les incidents vécus ces derniers temps en Irak du nord, font que le

peuple scande des slogans disant « Mort aux États-Unis » aux funérailles de nos soldats. Suite à cela, les États-Unis ont pris conscience de l'importance de l'affaire et mandaté à ce sujet l'ancien général Joseph Ralston, ex-commandant en chef des forces alliées de l'OTAN. Nous attendons les résultats de ses travaux.

Une mauvaise gestion du problème ne ferait qu'accroître les difficultés. Voilà l'origine des problèmes que nous semblons vivre avec les États-Unis.

**Où en est l'entrée de la Turquie dans l'UE ? Quels problèmes rencontre-t-elle dans le dialogue international ?**

Pour évaluer le processus d'entrée dans l'UE, il suffit de comparer la Turquie d'aujourd'hui avec celle d'il y a quatre ans. Nous suivons tous avec fierté les progrès enregistrés par notre pays dans le processus européen. C'est pour cette raison que ce parcours est obligatoire et qu'il ne faut jamais faire de pas en arrière. La Turquie rencontrait de sérieux problèmes dans le dialogue international, comme n'importe quel autre pays. En tête de ceux-ci, arrivaient certains stéréotypes, des clichés que les autres pays avaient au sujet de la Turquie ; mais aujourd'hui, avec notre arrivée au pouvoir, ce problème est minimisé. Ce qui était difficile – et qui a pris 42 ans – c'était de bien placer la Turquie sur la voie de l'UE. Comme tous

les autres candidats qui s'étaient placés précédemment sur cette voie, la Turquie atteindra aussi la dernière étape qui sera son adhésion totale. Ce processus sera tantôt difficile tantôt facile, mais il aboutira obligatoirement à la dernière étape. Que personne n'ait de doutes à ce sujet.

**Comment évaluez-vous les relations franco-turques ? Pensez-vous que nous communiquons bien avec l'Europe ?**

Il est loin le temps où nous pensions qu'un pays pouvait avoir moins d'importance qu'un autre. Comme avec chaque pays, nos relations avec la France sont très importantes. Bien sûr, les deux pays ont certains points de divergence.

En particulier la pression exercée par nos collègues français pour que nous reconnaissons le prétendu génocide arménien et que ce soit une condition préliminaire à notre adhésion à part entière à l'UE, a amené à leur point culminant les difficultés dans les relations entre nos deux pays. Malgré cela, nous n'avons jamais eu de réaction hostile contre cette attitude de la France car l'histoire nous a montré que ce n'est pas une solution. La seule solution de ce problème consiste à enrichir le dialogue entre nos deux pays et à mettre les vérités en évidence. En Turquie, aucun Premier ministre n'a osé dire : « Je suis prêt à faire face à mon histoire. » Recep Tayyip Erdoğan a eu le courage de le faire, mais cela n'est apprécié ni par l'Arménie ni par certains de nos alliés en Europe qui n'ont pas bien évalué l'importance de cette décision. L'Arménie ayant rejeté cet appel historique, je pense que si des critiques doivent être faites, ce ne doit pas être à l'encontre de la Turquie mais bien de l'Arménie. J'invite donc les responsables français à essayer de convaincre l'Arménie de la nécessité d'un dialogue franc avec la Turquie. Nous vivons des problèmes similaires dans nos relations avec l'Europe, mais ceux-ci ne viennent pas d'une mau-

vaise communication de notre part, mais plutôt de règlements de comptes politiques dans chaque pays. Il est normal, dans une démocratie, que majorité et opposition perçoivent différemment chacune de nos actions et essaient de manipuler l'opinion publique en leur faveur. Ce sont des éléments dont nous devons tenir compte dans notre politique extérieure.

**Que souhaitez-vous dire à la presse européenne ?**

En premier lieu, je dois dire qu'il n'existe pas « une » presse européenne commune. De même que dans notre pays il existe autant de journaux que d'opinions différentes, chacun

diffusant l'information dans le sens de ses opinions, la presse européenne est tout aussi variée. Pour cette raison, il ne m'est pas possible d'adresser un message commun à toute la presse européenne. La seule chose que je puisse faire à son égard, c'est féliciter ceux qui transmettent des informations dépourvues de préjugés envers nous, parce qu'ils font leur métier de journalistes, et laisser seuls avec leur conscience ceux qui font le contraire. Une autre chose que nous attendons de la presse européenne, c'est qu'elle laisse passer le temps sur certains points. Nous ne demandons pas que la Turquie devienne membre de l'UE aujourd'hui. À la fin des négociations, nous attendons que la Turquie, une fois les 36 chapitres complétés, devienne membre. Nous savons que cela prendra 10 à 15 ans et il faut savoir se projeter dans cette Turquie du futur où la jeune population dynamique de notre pays pourra aider l'Europe à faire face au vieillissement de sa population. Juger la Turquie et décider de son adhésion dès aujourd'hui serait une très grande injustice pour la Turquie et risquerait de mettre en péril l'avenir de l'Europe.

*Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan*

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?  
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

## Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie  50 € Europe  11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie  400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie  200 € Europe

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_ N° de téléphone : \_\_\_\_\_

Fax : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@alaturque.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais

n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com alt 19

## Clermont-Ferrand : une ville au pays des volcans



Centre ville

Capitale régionale de l'Auvergne, Clermont-Ferrand jouit d'une situation exceptionnelle. À deux pas de quatre-vingts volcans endormis et dominée par l'emblématique Puy de Dôme, cette ville est née sur les terres des volcans d'Auvergne. Aux portes de l'agglomération clermontoise, un paysage unique et sauvage offre de nombreuses possibilités de randonnées.

### Deux mille ans d'histoire :

Une ville bicéphale : d'une part Clermont l'antique et d'autre part Montferrand la médiévale, réunies par l'histoire au fil des siècles. De cette



Place de Jaude de nuit

dualité sont issues la richesse et la diversité des deux centres historiques. Deux fleurons de l'architecture sont : la basilique romane **Notre-Dame-du-Port** (inscrite au Patrimoine mondial par l'Unesco) et la singulière **cathédrale Notre-Dame de l'Assomption**, édifice gothique en lave de Volvic, aux vitraux et peintures murales remarquables. Clermont-Ferrand abrite également de belles demeures de la Renaissance ainsi que cinquante fontaines qui bruissent continuellement. Citons encore, sur la place de Jade, la statue équestre de Vercingétorix due à Bartholdi, l'auteur du célèbre Lion de Belfort ou de la statue de la Liberté à New-York.

### Trois musées :

Les Arts textiles et l'archéologie occupent le musée Bargoin, on trouve la minéralogie et l'histoire naturelle au muséum Henri Lecoq et on admirera les collections de Beaux-Arts au musée d'art Roger Quilliot.

### Parc naturel régional des Volcans :

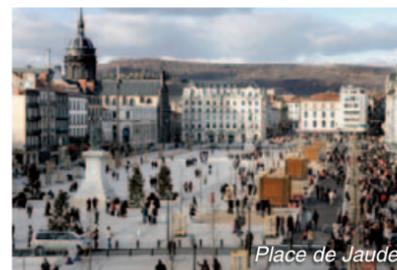
Clermont-Ferrand est située à deux pas de **Vulcania**, le seul parc européen dédié au volcanisme. Au cœur du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne alternent la beauté et la diversité des paysages, modelés par les caprices des volcans et l'érosion glaciaire : le plateau granitique de l'Artense, la haute vallée de la Dordogne et les crêtes du Massif du Sancy. À proximité se situent les villes thermales de La Bourboule et du Mont Dore et les stations de sports d'hiver du Mont Dore, de Super Besse et de Chastreix.

### Une métropole inventive :

Depuis Blaise Pascal qui fit la preuve de la pesanteur de l'air, se perpétue à Clermont-Ferrand un esprit d'invention. Tout comme Fernand Forest qui a mis au point le premier moteur à explosion, d'autres précurseurs, animés par l'esprit d'entreprise, fondèrent **Michelin**, la multinationale au Bibendum. La nouvelle génération étudie dans deux universités et les écoles d'enseignement supérieur.



Cathédrale



Place de Jaude

Dans la métropole de l'Auvergne, l'imagination est aussi au pouvoir. Clermont-Ferrand s'est ainsi imposée comme capitale mondiale du court métrage, avec l'un des quatre festivals les plus importants de France.

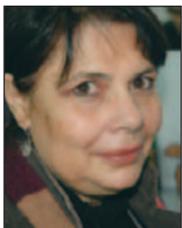
Crédits photos : Rémi BOISSAU

service communication Ville de Clermont-Ferrand



Musée d'art Roger Quilliot

## La région de Göynük et le Monument de la victoire



\*Sühendan İlal

J'ai une bonne proposition à vous faire si vous désirez profiter intensément des derniers jours de l'automne, y trouver le plaisir de la solitude, être témoin des changements multicolores dans la nature. Évadez-vous d'Istanbul, et mettez le cap sur Bolu. Sans vous attarder trop en chemin, bien que les étapes puissent être intéressantes, orientez-vous vers Göynük, au sud-ouest de Bolu (ne confondez pas avec la Göynük située entre Antalya et Kemer, à plus de 400 km). Nul besoin d'aller jusqu'à New York pour admirer le monument de la victoire, il vous suffira de visiter Göynük. Cette petite ville est connue pour être la patrie d'Akşemsettin, le précepteur de Mehmet le Conquérant, l'empereur ottoman. Le mausolée du maître a été érigé en 1464 sous le règne du sultan même. De forme hexagonale, le mausolée renferme de magnifiques travaux de boiserie. Dans les environs, la population – environ

5 000 habitants – commence à peine à s'habituer au tourisme. Le peuple de Göynük, déjà connu des architectes et des photographes, veut désormais recevoir d'autres visiteurs aussi.

Dans cette contrée reconnue comme un site historique du patrimoine en 1987, le tissu urbain est admirablement protégé. Göynük a la réputation d'être un « site historique vivant » avec ses rues étroites, ses pavés à l'albanaise, ses édifices historiques et ses vieilles résidences en bois parfois plusieurs fois centenaires.

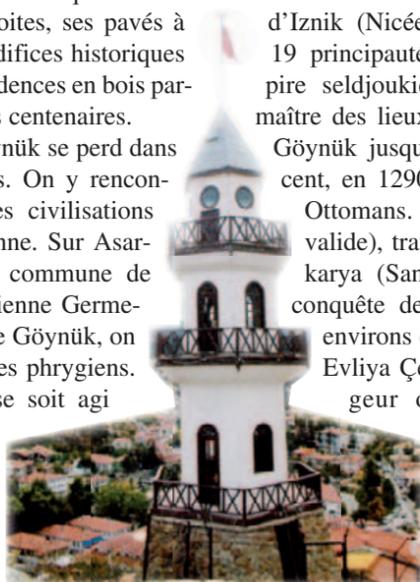
L'histoire de Göynük se perd dans la nuit des temps. On y rencontre des restes des civilisations hittite et phrygienne. Sur Asartepe, près de la commune de Soğukçam (l'ancienne Germinos) dépendant de Göynük, on trouve des vestiges phrygiens. Il semble qu'il se soit agi d'une forteresse érigée dans l'intention d'arrêter les incursions d'un ennemi qui viendrait du nord.

Quand les Lydiens imposèrent leur domination politique après les Phrygiens, la région de Göynük passa en 620 av J.-C., avec les autres cités de Bithynie, sous la souveraineté de la Lydie. En 188 av J.-C. commence la domination romaine en Anatolie. Du côté de la commune d'Himmetoğlu, on

rencontre les ruines des thermes romains connus sous le nom de Bains de Çatak. À proximité de Göynük, autour des communes de Susuz, Kilciler, Boyacılar, Kayabaşı et Narzanlar on peut voir au sol des vestiges byzantins. C'est Kutalmışoğlu Süleyman Bey qui réalisa la conquête de la région aux dépens des Byzantins aux environs de 1070. La Principauté d'Iznik (Nicée) qui est l'une des 19 principautés constituant l'Empire seldjoukide d'Anatolie, était maître des lieux dans la contrée de Göynük jusqu'à ce que commencent, en 1290, les incursions des Ottomans. Osman Gazi (l'Invalide), traversant le fleuve Sakarya (Sangarios), entreprit la conquête de Göynük et de ses environs en 1323.

Evliya Çelebi, le grand voyageur ottoman, dans son œuvre intitulée *Le Livre de bord / Seyahatname*, précise que Göynük se forme de huit quar-

tiers comptant environ deux mille foyers et vingt écoles pour les enfants sans qu'il y ait aucune medersa et il souligne que les Turcs constituaient la totalité de la population. Quant au Monument de la Victoire auquel je me référais au début de cet article, il s'agit d'une tour monumentale commémorant la Victoire de Sakarya,



érigée sur une colline dominant le village en 1923-24 sur l'initiative du sous-préfet de l'époque pour représenter l'enthousiasme des habitants de Göynük qui ont participé à la Guerre d'indépendance nationale. La tour, restaurée en 1960 et ayant retrouvé l'aspect majestueux de son origine, est utilisée aujourd'hui aussi comme tour d'horloge.

Les maisons résidentielles à pans de bois, toutes centenaires, sont classées et protégées et elles présentent toutes les caractéristiques des maisons turques. Après avoir vu ces maisons, il ne faut pas omettre la visite du palais gouvernemental, de la mosquée et des bains de Gazi Süleyman Pacha, des tombeaux de Bıçakçı Ömer Dede et de Debbag Dede, sans oublier d'aller admirer le Lac Sünnet et le Lac Çubuk. Que diriez-vous d'aller goûter les charmes de l'automne dans cette magnifique contrée qui n'est qu'à 230 km d'Istanbul ?

\*Dr. Sühendan İlal

Maître de Conférence à l'Université de Beykent

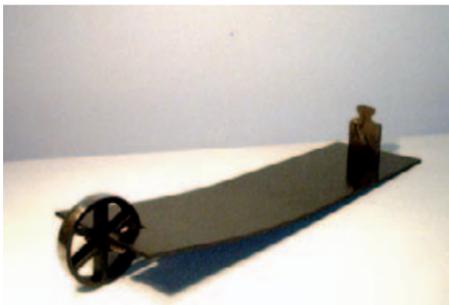


# Les histoires de l'existence



\*Evrim Kaya

Remzi Savaş, sculpteur contemporain, a débuté son aventure artistique par le dessin. Il fait faire « un voyage vers l'inconnu » aussi bien à lui-même qu'au spectateur à partir de la sculpture à laquelle il a consacré toute sa vie, et qui, selon lui, est « un matériel qui résiste à l'homme et qui est réaliste. » Savaş définit l'art et ses œuvres comme un voyage vers l'inconnu. L'artiste, qui donne une grande importance à l'authenticité, précise : « Les images trouvent leur place d'abord dans mes œuvres. Ensuite je les présente aux autres. L'artiste n'est pas celui qui répète le goût existant. Si celui-ci peut offrir un nouveau goût, il peut être authentique. Comme l'art est une marche vers un domaine, c'est aussi un domaine à découvrir par le spectateur. À mon avis, l'artiste d'aujourd'hui doit créer des horizons que la société doit explorer tout en éprouvant de l'émotion et en y prenant goût. Il faut que le spectateur de l'art soit aussi actif que son créateur. Le développement social dépend de l'existence des horizons à découvrir. » Savaş, qui n'aborde pas uniquement un seul sujet dans ses



œuvres, raconte aux spectateurs tantôt le temps, tantôt une notion où encore parfois les voyages qu'il effectue à l'intérieur de lui-même. Soulignant qu'une philosophie doit absolument exister dans l'art, Savaş résume sa notion de l'art de la manière suivante : « Je suis symboliste. Je pense que l'art consiste à créer des images. L'art n'est pas la reproduction de la nature. Si cela était le cas, les procès-verbaux seraient de bons romans. Je pense que l'art est une affaire de pensée et de synthèse. Je suis pour la mise en forme des perceptions en les surélevant au niveau des images. » L'artiste, attirant l'attention par la diversité des matériaux qu'il utilise, l'explique ainsi : « L'homme parle avec le même langage qu'il pense. Comment pourrais-je exprimer cette pensée ? Je choisis la matière selon la chose que je veux créer. Je ne suis pas un sculpteur qui se laisse déterminer par le matériau. Il faudrait créer en comprenant le langage de la matière et en ayant du respect envers elle. Vous pouvez utiliser chaque matériau de la manière qui lui convient. Chaque matériau est beau. » Avec ses œuvres, l'artiste emmène les spectateurs dans un univers profond et affirme qu'il envisage « de faire voir l'invisible » par l'imagination et il ajoute : « Nous, nous mettons en route et nous écrivons des histoires. Ce sont les histoires de l'existence... » Précisant que l'art consiste à pouvoir intérioriser et assimiler le monde dans lequel nous nous trouvons,



Savaş poursuit : « L'art est le fruit d'une sensibilité et d'une profondeur riches. Si celles-ci n'existent pas, vous pourrez être uniquement quelqu'un d'adroit mais pas un artiste. L'art demande de l'adresse mais il n'est pas seulement l'adresse. » À la question de savoir comment doit être un artiste, Savaş répond de la manière suivante : « L'artiste doit voir son époque et au-delà de son époque car chaque artiste souhaite atteindre les sensibilités universelles. D'ailleurs ceci existe à l'intérieur du motif artistique. Le désir d'atteindre le meilleur, le plus beau et le plus authentique... L'artiste est obligé d'être humaniste, il est obligé d'avoir une perspective plus humaniste vers l'univers... » Dans l'art de Remzi Savaş, les images donnent la possibilité de constituer des notions relatives aux objets. Alors que chaque objet se transforme en symbole, les symboles renvoient aux notions par leur signification secondaire. Par ailleurs, les notions renvoient à d'autres notions et présentent un bouquet de significations dans chaque œuvre. L'artiste enrichit les significations dissimulées afin de démontrer qu'il s'agit non seulement d'une seule de ces significations mais peut-être de tout l'ensemble. De ce fait, on dirait que dans l'art de Remzi Savaş, qui assure que ses œuvres sont à la fois explicites et secrètes, l'expression ne cherche pas à expliquer mais plutôt à dissimuler et à faire découvrir par soi-même. L'artiste, qui fait sentir une brise,

une mélodie dans toutes les œuvres qu'il crée, offre aux spectateurs un monde dans lequel s'entremêlent les rêves, la réalité, les symboles, les images et les notions... On dirait un monde qui serait le fruit d'une douce conversation avec lui-même et où le temps et le lieu s'entremêleraient...

\*Evrim Kaya,  
journaliste au quotidien Cumhuriyet



## QUI EST REMZI SAVAŞ ?

Il est né en 1947 à Eşme et a terminé ses études au Département de peinture de l'Institut pédagogique de l'Université de Gazi à Ankara en 1969. Il a été professeur de dessin à l'École de formation d'Akçadağ à Malatya en 1969-70. Il est venu en France grâce au ministère de l'Éducation nationale afin de mieux connaître la sculpture. De retour en Turquie en 1975, il a fondé le Département de sculpture à la Faculté des Beaux-Arts de l'Université de Hacettepe en 1985, dont il a été le président jusqu'en 1988. Retraité depuis 2005, il enseigne actuellement en tant que chargé de cours à l'Université de Beykent.

## Pierre Loti (1850-1923), Fantômes d'Orient : une exposition à améliorer

Fantômes d'Orient, titre d'un des ouvrages les plus émouvants de Pierre Loti sur la fin d'Aziyadé, est l'accroche d'une exposition dans le charmant musée de la Vie romantique, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Initiative bienvenue que d'évoquer à travers Pierre Loti, écrivain voyageur au style merveilleux que l'oubli ne parvient pas à effacer, le visage de l'Orient et plus particulièrement de la Turquie ottomane qu'il a aimée si profondément. L'exposition regroupe des tableaux magnifiques et des documents évocateurs. Citons en particulier le merveilleux et scintillant *Sainte Sophie au soleil levant* de Félix Ziem, l'impressionnant et fabu-



leux *Constantinople, la mosquée de Topkane* d'Yvan Aivazovski, le nostalgique *Vue de Constantinople* de Fabius Brest et le symboliste *Pierre Loti devant Istanbul* de Lévy-Dhurmer, des toiles ainsi qu'une multitude d'œuvres d'orientalistes de premier plan comme Decamps, Laurens, Gérôme ou d'autres qu'on voit moins souvent comme Frère, Brest ou Albert Pasini, dont les œuvres présentées sont de purs instants de bonheur. Ne boudons pas notre plaisir, parce que pour ce qui est de l'architecture de cette exposition, quelle déception ! Le parti pris des organisateurs de cette exposition est de mélanger de façon indifférenciée sans aucune transition les cultures et les pays orientaux, conformément à l'idéologie régnante. On mixe donc en permanence sans aucune mise en perspective les cultures arabe et turque, les évocations de l'appel du désert et les représentations de la vie à Istanbul/Constantinople. On place également les superbes Delacroix, en particulier les *Femmes d'Alger* (qui représente en fait des juives et non des arabes, peu importe,

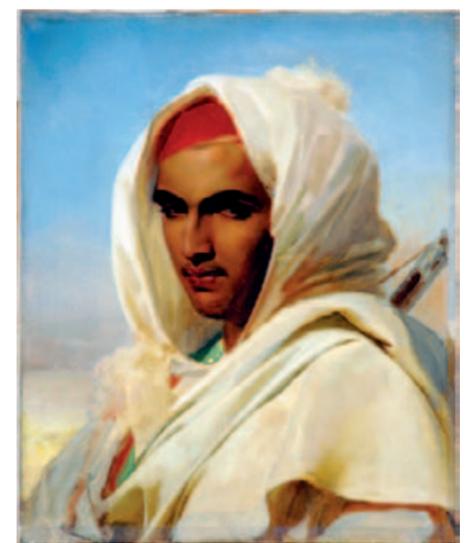


si ce n'est qu'il ne s'agit pas d'un harem comme le dit le guide de l'exposition !), qui n'ont nulle résonance avec Loti. Bien entendu, comment ne pas reconnaître une multitude de correspondances historiques et religieuses évidentes (la Turquie en a tout autant avec les Balkans, le Caucase ou la Méditerranée). Mais on télescope tout, à commencer par l'attachement si profond du mobile Pierre Loti à « sa chère Turquie » qui va au-delà de son attirance pour les autres régions ou pays qu'il a visités et pour lesquels il s'est passionné (le Japon – et Dieu sait qu'il l'a aimé ; Tahiti – même chose, la Perse, le Maroc, l'Algérie, le Cambodge sans oublier la Bretagne sauvage de Paimpol et le Pays basque). Dans sa maison de Rochefort, Loti avait aménagé sans confusion le salon turc, la mosquée (turque) et le salon arabe. Cette exposition aurait pu apprendre bien des choses aux visiteurs qui ne sont pas forcément tous férus de Loti ni de géographie culturelle. Dommage donc que la confusion l'ait emporté. On vient en pèlerinage pour Aziyadé et on

tombe sur une volonté d'exotisme facile. C'est connu, la Turquie est orientale et pas européenne, nous dit-on de manière subliminale. Quelle étrange manière de concevoir la culture ! Au lieu de rapprocher, on dirait qu'elle cherche à éloigner sous couvert d'un orientalisme galvaudé. Soyons tout de même indulgents : Nazim Hikmet qui, dans un célèbre poème, s'en prenait à Pierre Loti pour lui reprocher à tort cet orientalisme, s'était bien trompé lui-même sur l'enchantement !

Exposition jusqu'au 3 décembre.  
Musée de la Vie romantique,  
16 rue Chaptal, 75009 Paris

Olivier ADAM



## L'exposition « Venise-Istanbul »

**Un choix de la biennale de Venise est à Istanbul**  
Le Musée d'Art moderne d'Istanbul propose un choix de la 51<sup>e</sup> Biennale internationale de Venise avec son exposition internationale « Venise-Istanbul ». L'exposition « Venise-Istanbul » composée suivant les choix de la co-commissaire de la Biennale et de la commissaire principale du Musée d'Art moderne d'Istanbul, Rosa Martinez, se tiendra entre le 18 octobre 2006 et le 28 janvier 2007. L'exposition réunit des œuvres de Semiha Berksoy, Donna Conlon, Bruna Esposito, Regina Jose Galindo, Guerilla Girls, Subodh Gupta, Mona Hatoum, Emily Jacir, William Kentridge, Rem Koolhaas, Juan Munoz, Nikos Navridis, Robin Rhode, Bülent Şangar, Berni Searle, Valeska Soares, Antoni Tapies, Pascale Marthine Tayou, The Centre of Attention ve Joana Vasconcelos. Dans l'exposition, les amoureux de l'art pourront admirer 56 œuvres de 20 artistes dans les différentes salles du Musée d'Art moderne d'Istanbul.



L'exposition de photos de Gökşin Sipahioğlu nommée « Au bon endroit, au bon moment » a débuté le 7 septembre au Musée d'Art moderne d'Istanbul et durera jusqu'au 12 novembre.

### AKBANK

À partir du 4 novembre, le Théâtre de production d'Art proposera chaque samedi de 17 à 20 heures la pièce de l'écrivain suédois H. Menning « Les Antilopes ». On pourra applaudir Cüneyt Türel, Lale



Mansur et Bekir Aksoy dans une mise en scène d'Işıl Kasapoğlu. - Au Théâtre de la nouvelle Génération, sera donnée chaque samedi à partir du 10 novembre, de 17 à 20 heures, la pièce de l'écrivain Frantz Kroeitz « Le Nid ». Evren Kardeş et Bekir Çiçekdemir y seront dirigés par Mehmet Ergen. - La nouvelle

pièce du Théâtre de l'Art pour enfants « Alice au Pays des Merveilles » sera représentée à partir du 4 novembre chaque samedi à 11 heures. - L'exposition « la Neige et la Route », composée de photos et de séquences de film prises en Iran par le producteur de films Abbas Kiarostami, mettra en évidence la dialectique de la différence éternelle et de la ressemblance éternelle des traces de la pratique de la photographie. - « Les Journées de Musique contemporaine » qui auront lieu au mois de novembre au Centre d'Art d'Akbank à Beyoğlu accueilleront successivement des musiciens parmi les plus célèbres. Dave Kikoski, un des pianistes les plus connus du monde du jazz, qui a travaillé notamment avec le célèbre guitariste Pat Metheny, les grands saxophonistes Mark Turne, Tim Berne et le guitariste Timuçin Şahin seront sur scène avec leurs formations le 15 novembre. La très jeune (21 ans) violoniste Alena Baeva jouera, elle, le 28 novembre.

### Le Programme du mois de novembre de la salle de concerts Cemal Reşit Rey

**Vendredi 3**, 20h « Les Deux Visages de l'Egée » Muammer Ketencioğlu et la troupe Zeybek 13 - 10 YTL  
**Samedi 4**, 20h Récital de violon de Suna Kan Au piano : Cana Gürmen 21 - 13 YTL  
**Dimanche 5**, 20h

Récital de piano de Mikhail Lidsky 21 - 13 YTL  
**Lundi 6**, 20h « Œuvres de Saz du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle interprétées par Nevzat Sümer » et l'Orchestre de musique classique turque d'Istanbul 10 - 8 YTL  
**Mardi 7**, 20h Musa Eroğlu 10 - 8 YTL

**Mercredi 8**, 20h « 160<sup>e</sup> anniversaire de la disparition d'Hammâmîzâde İsmail Dede Efendi » Orchestre et Chorale de musique turque Ayangil « *Meşak Birimi* » 10 - 8 YTL

**Judi 9**, 20h Yuri Bashmet & Friends 21 - 13 YTL

**Vendredi 10**, 20 Programme de commémoration d'Atatürk 10 - 8 YTL  
**Samedi 11**, 20h « Les Réverbérations » 10 - 8 YTL  
**Dimanche 12**, 20 Œuvres de U. C. Erkin, A.

Dvorak, J. Rodrigo par l'Orchestre symphonique CRR d'Istanbul Direction : Alexander Rahbari Soliste : Marcin Dylla (Guitare) 21 - 13 YTL  
**Mardi 14**, 20h Y. Tura, M. N. Beken, O. Balci, F. Amirov « Œuvres de Compositeurs turcs pour musique de chambre » Orchestre d'Istanbul Direction : Oğuzhan Balci Soliste : Hakan Şensoy (Violon) 21 - 13 YTL

**Judi 16**, 20h Récital de violon de Maxim Vengerov Au piano : Lilya Zilberstein 21 - 13 YTL

**Vendredi 17**, 20h Les Solistes de St. Petersbourg 21 - 13 YTL

**Dimanche 19**, 20h CRR Big Band 13 - 10 YTL

**Lundi 20**, 20h « Du Maître à l'Apprenti » La République de Turquie, le ministère de la Culture et du Tourisme présentent

le Groupe de Musique turque d'Etat d'Istanbul 10 - 8 YTL

**Mardi 21**, 20h Le Groupe de Musique turque d'Istanbul 10 - 8 YTL

**Mercredi 22**, 20h Giora Feidman Quartet Giora Feidman (Clarinete), Jens-Uwe Popp (Guitare), Guido Jäger (Contrebasse), Murat Coşkun (Percussions) 21 - 13 YTL

**Judi 23**, 20h CRR Orchestre de Chambre d'Istanbul Direction : Igor Simovitz

Soliste : Roman Simovitz (Violon) 13 - 10 YTL

**Samedi 25**, 20h.00 « Des chansons sur l'amour » Ahmet Özhan La République de Turquie, le ministère de la Culture et du Tourisme présentent



Le Groupe historique de Musique turque d'Istanbul 10 - 8 YTL

**Dimanche 26**, 20h R. Schumann, P.I. Tchaïkovski Orchestre Symphonique CRR d'Istanbul

Direction : Rengim Gökmen Soliste : Min Lee (Violon) 21 - 13 YTL

**Lundi 27**, 20h Concert de Kudsi Erguner & Nezh Uzel 13 - 10 YTL

**Mardi 28**, 20h « Les Maqâms Rares » Le Duo Ahenk CRR Derya Türkan, Murat Aydemir 10 - 8 YTL

**Mercredi 29**, 20h Erkan Oğur ve İsmail Hakkı Demircioğlu 13 - 10 YTL

### Le premier prix Nobel de Turquie

L'écrivain turc mondialement connu, Orhan Pamuk a reçu le quarantième prix Nobel de Littérature. Parmi ses œuvres les plus connues, nous pouvons citer « Cevdet Bey et ses fils », « Mon Nom est Rouge » « Le Livre noir » et « Neige ».



## Cemal Reşit Rey : une des meilleures salles de concerts d'Europe

*Cemal Reşit Rey (CRR) est la plus importante salle de concerts de Turquie, elle a accueilli les plus importants concerts et festivités et on peut y assister aux meilleurs spectacles à des prix abordables. Nous nous sommes entretenus avec son directeur artistique général, Yalçın Çetinkaya, des programmes de cette année et les préférences des amoureux d'art stambouliotes.*



**Un débat est ouvert sur l'avenir de l'art en Turquie. Vous qui occupez d'importantes fonctions artistiques, qu'en pensez-vous ?**

Istanbul possède une structure culturelle particulière. C'est en effet une des rares villes au monde qui ait formé historiquement sa mosaïque et qui possède sa propre richesse vocale. Quand une ville possède un tel passé, on s'attend à ce que ses habitants aient des goûts musicaux développés. Les amoureux d'art stambouliotes sont très au fait des événements artistiques mondiaux et de leurs répercussions en Turquie, ils suivent cela de très près. Pour certains concerts importants, si la salle n'est pas remplie, c'est souvent à cause des conditions météorologiques ou bien d'une annonce insuffisante du concert. À part cela, l'auditeur stambouliote est un auditeur qui représente bien sa ville et qui s'intéresse à des sons différents. Mais on aimerait qu'il y ait plus de salles de concerts dans cette ville, que ces concerts soient donnés en plus grand nombre. Cemal Reşit Rey est

une des meilleures salles de concerts de toute l'Europe. Son niveau technique est excellent, c'est une salle neuve et nous voulons améliorer encore ses propriétés acoustiques. La population stambouliote a beaucoup de chance d'avoir une telle salle et nous souhaitons la construction d'autres salles de même qualité dans le pays.

**Lorsque vous préparez les programmes, à quels points vous attachez-vous ?**

Nous essayons de retenir les artistes les plus importants dans leur domaine en prenant en compte la richesse vocale d'Istanbul dont j'ai parlé plus haut et notre exigence de qualité dans l'art. Cette année, parti-

culièrement, nous voulons faire figurer des noms importants qui n'ont jamais donné de concert à la salle Cemal Reşit Rey et des jeunes talents. Nous accueillerons une star du violon comme Maxim Vengerov, ou encore un orchestre important comme le Royal Philharmonic. La musique de l'est et la musique de l'ouest alternent dans notre programme avec un équilibre qui reflète bien la structure culturelle d'Istanbul. D'ailleurs, dans un monde où les frontières sont levées, nous n'avons pas le droit d'empêcher l'art d'arriver aux gens. Notre but est d'offrir la meilleure musique aux spectateurs.

**Enfin, pourriez-vous nous parler brièvement des particularités techniques et de la politique de prix de la CRR ?**

Notre salle a été créée en 1987. Elle a été d'abord conçue comme une salle polyvalente mais lorsqu'un des plus grands chefs du monde Zubin Mehta et le New York philharmonic orchestra venant en Turquie sont obligés de se produire dans une salle comme une salle de basket-ball, le maire décide qu'il faut d'urgence construire une vraie salle de concerts. En fonction des besoins de l'époque, sa capacité est de 860 personnes. Ses qualités techniques sont très bonnes. Étant une institution municipale, les prix des billets ne sont pas très élevés, les limites de prix inférieure et supérieure sont fixées par la municipalité et les prix ne changent pas non plus lorsque des artistes viennent de l'étranger. Il arrive même que les frais engagés pour le concert ne soient pas couverts par la vente des billets et c'est alors la municipalité qui paie le reste. Nous avons besoin de l'appui de sponsors pour avoir une plus grande autonomie financière. D'autre part, nous complétons nos revenus en louant la salle pour d'autres activités afin d'équilibrer nos dépenses. C'est une salle ouverte au public et nous voulons que les artistes qui y viennent soient pris au sérieux par les Stambouliotes.

*Propos recueillis par Bilge Demirkazan*

### Piyale Madra - Jean Plantu

Exposition de caricatures dans le cadre de la « Semaine de la Turquie en Europe » à la galerie Univer - 6 Cité de l'Ameublement à Paris.



Jean Plantu

Piyale Madra



**ebrugrafik**

# DIX DOIGTS DIX TALENTS

PUBLICITE  
PLASTIFICATION  
CREATION GRAPHIQUE  
**IMPRESSION**  
WEB CREATION  
WEB HOSTING  
EDITION  
**IMPRESSION FILM**  
NUMERISATION  
EPREUVE

TEL. +90 212 283 34 33  
WWW.EBRUGRAFIK.COM INFO@EBRUGRAFIK.COM

# C'est d'abord le football turc qui est entré dans l'UE



\*Kemal Belgin

Le sport est universel, il est la plate-forme numéro un dans laquelle les dialogues entre les pays peuvent se former. Le sport est le seul élément qui arrive à réunir les pires ennemis dans ce monde avec ses championnats du monde, d'Europe et ses compétitions olympiques. Cette conception du rôle du sport est partagée par toute l'humanité, ce n'est pas seulement la mienne. C'est une vérité flagrante, concrète. L'Allemagne de l'Est que personne ne reconnaissait à une époque à part les pays du bloc de l'Est, avait pris place dans presque toutes les disciplines sportives des organisations que j'ai citées plus haut et, dans cette période, tous les athlètes de ce pays pouvaient concourir aux côtés de sportifs des pays ennemis comme les États-Unis, ou la Grande-Bretagne. Qui sait peut-être certains

sportifs n'ont pas sympathisé au point de se confier, voire de correspondre par la suite... De ce point de vue, penser à l'intégration de la Turquie par le biais du sport et dire qu'elle est entrée depuis longtemps d'une façon ou d'une autre dans l'UE, malgré les obstacles mis en travers de son chemin, ne serait pas, je pense, de la naïveté. Plutôt, cela ne doit pas être de la naïveté. La Turquie est sur cette ligne et deviner la position de ceux qui sont en face paraît aujourd'hui difficile. Eh oui, la troisième grande organisation du monde du football, après les grandes organisations comme la Coupe du Monde, le Championnat d'Europe de football, la finale de la Ligue des champions, qu'on appelle aussi les compétitions de football de la Chambre des Lords, avait été disputée en 2005 au Stade olympique Atatürk d'Istanbul comme on peut s'en souvenir. Cette grande finale entre Milan et Liverpool avait été la plus excitante, la plus plaisante et de nombreux buts avaient été marqués. Accueillir une telle finale avait été réellement une grande réussite et une grande fierté. La Turquie, qui s'est mobilisée pour ces deux organisations, c'est-à-dire pour la Coupe du Monde et le Championnat d'Europe de

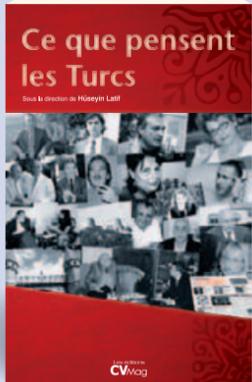
football, a obtenu la finale du quatrième grand événement : la finale de Coupe de l'UEFA. Le lieu de la finale a été déterminé : elle va se dérouler au stade Şükrü Saraçoğlu de Kadıköy. C'est pour moi, la plus grande réussite du pays dans le football après la troisième place mondiale, les succès de Galatasaray dans les coupes européennes et la finale de la Ligue des Champions. De cette façon, la Turquie, à qui on oppose maints obstacles devant la porte de l'UE et qui est même maltraitée, réussit à laisser derrière elle la plupart des pays membres grâce au football. Lorsqu'on voit que parmi les postulants, il y avait l'Allemagne, la Roumanie et Israël qui est l'enfant chéri de l'Union, l'importance de cette réussite augmente. Mais il faut souligner ici un autre point important : le stade olympique est un stade dans lequel Galatasaray joue de temps en temps, parfois même des matchs de la Ligue des Champions. Toutefois, le fait que Galatasaray y joue une partie de ses matchs n'était absolument pas la raison de l'attribution de ce stade pour la grande finale, les succès de Galatasaray dans sur les terrains européens ayant sûrement leur importance. Par ailleurs, le fait que le



stade Şükrü Saraçoğlu soit celui dans lequel Fenerbahçe joue à domicile n'est pas non plus la raison du choix de ce stade pour la finale de l'UEFA. La raison en est simplement les succès footballistiques du pays, que j'ai cités plus haut. Bien sûr, il faut remercier les dirigeants de Fenerbahçe qui ont dépensé tant d'argent, s'endettant auprès des banques pour la première fois de leur histoire, pour faire construire ce stade. Il est utile de le répéter : ces deux grandes finales ont été attribuées en examinant la position du pays dans le football et, bien sûr, le confort des stades. Il faut voir là une grande contribution aux efforts turcs sur le chemin de l'UE et même une ouverture un peu plus grande de sa porte. Qu'on le comprenne ainsi de notre côté comme de celui de l'Europe...

\* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

*La Turquie, à qui on oppose maints obstacles devant la porte de l'UE et qui est même maltraitée, réussit à laisser derrière elle la plupart des pays membres grâce au football.*



Pour chaque abonnement et renouvellement nous offrons le livre

« **Ce que pensent les Turcs** »

Sous la direction de  
Hüseyin Latif

## BizimAvrupa

Gazetemizde yayımlanan yazıların Türkçelerini

[www.bizimavrupa.com](http://www.bizimavrupa.com)

da okuyabilirsiniz.



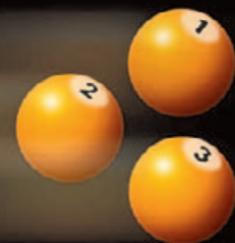
319 pages - 20 €

**Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : une question déterminante, un choix d'avenir !**

Didier Billion, docteur en science politique, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), a publié plusieurs ouvrages consacrés à la Turquie contemporaine.

EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR [WWW.IRIS-FRANCE.ORG](http://WWW.IRIS-FRANCE.ORG)

## Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre.

- \* Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- \* Spécialisé turc/français et français/turc
- \* Interprétation simultanée et consecutive
- \* Organisation de réunions et séminaires
- \* Service de guide professionnel

**trio**  
TRADUCTION & ORGANISATION

[www.trio-zeba.com](http://www.trio-zeba.com)

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL  
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96